



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 FEVRIER 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi e jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4129

Nominations

Québec, 5 février 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer le 4 courant, MM. Joseph Bégin et Joseph Gagné, conseillers de la municipalité de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, dans le comté de Dorchester, en remplacement de MM. Joseph Bégin et Elie Breton, en vertu de l'art. 327 C. M.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

Québec, 5 février 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer le 4 du courant, MM. Charles Boulanger et Joseph Bournival, conseillers de la municipalité de Saint-Elie de Caxton, dans le comté de Saint-Maurice, le premier en remplacement de Edouard Lafrenière, et le second en remplacement de François Philibert, en vertu des dispositions de l'art. 327 C. M.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer le 4 du courant, MM.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th FEBRUARY, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4130

Appointments

Quebec, 5th February, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint on the 4th instant, Messrs Joseph Bégin and Joseph Gagné, councillors for the municipality of Sainte Germaine du Lac Etchemin, in the county of Dorchester, to replace Messrs Joseph Bégin and Elie Breton, in virtue of article 327 M. C.

ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary

Quebec, 5th February, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased to appoint, on the 4th instant, Messrs. Charles Boulanger and Joseph Bournival, councillors for the municipality of Saint Elie de Caxton, in the county of Saint Maurice, the former to replace Edouard Lafrenière, and the latter to replace François Philibert, in virtue of the provisions of article 327 M. C.

ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 4th instant,

Joseph Paquet, fils Jean et Donat Pelletier, conseillers de la municipalité de Saint-Gabriel, comté de Rimouski, le premier en remplacement de Auguste Caron, et le second en remplacement de Joseph Plante, en vertu des dispositions de l'article 327 C. M.

737 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au QUATORZIEME jour du mois de FEVRIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit SEPTIEME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le QUATORZIEME jour du mois de FEVRIER prochain, pour la DEPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: Témoins, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,
L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

113

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 30 janvier 1901.

The Republic Consolidated Gold Mining Company, de la ville de Republic, dans l'Etat de Was-

Messrs Joseph Paquet, son of Jean and Donat Pelletier, councillors for the municipality of Saint Gabriel, county of Rimouski, the former to replace Auguste Caron, and the latter to replace Joseph Plante, in virtue of the provisions of article 327 M. C.

738 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province; and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JANUARY next—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JANUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the FOURTEENTH day of the month of FEBRUARY next, so that neither you nor any of you, on the said SEVENTH day of the month of JANUARY next, at our City of Quebec, to appear are to behold and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the FOURTEENTH day of the month of FEBRUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,
L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

114

Government Notices

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 30th January, 1901.

The Republic Consolidated Gold Mining Company, of the town of Republic, in the State of

hington, un des Etats-Unis d'Amérique, a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débentures et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la province, est dans la cité de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle est John C. Paterson, de la dite cité de Montréal, assistant-secrétaire de la dite compagnie.

713 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 30 janvier 1901.

La formation d'une association sous le nom de "Independent Order of Odd Fellows Grand Lodge of Quebec," dans le but de visiter les malades, soulager les pauvres, ensevelir les morts, instruire les orphelins et aider les veuves, a été autorisée par ordre en conseil, en date du vingt-sixième jour de janvier courant.

La principale place d'affaires de l'association est dans la cité de Montréal.

711 ADELARD TURGEON,
Secrétaire provincial par intérim.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7045.

Arundel.

La partie ouest du lot 35, du 8e rang, à Alexander Calder.

La partie est du lot 35, du 8e rang, à Hermidas Allari.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 4 février 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Cabano.

Lot 42, du 8e rang, à Jos. Lavoie.

Canton McNider.

Lot 47, du 8e rang, à Ferd. Ouellet.

9e rang.

Lot 34, à Paul Otis.

Lot 42, à J. Bte Sénéchal.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 9 février 1901.

Washington, one of the United States of America, has been authorized to sell or otherwise alienate, in the province of Quebec, its shares, stock, stock-certificate, debentures and other securities.

The head office in the province, is at the city of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is John C. Paterson, of the said city of Montreal, assistant secretary of the said company.

714 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 30th January, 1901.

The formation of an association under the name of "Independent Order of Odd Fellows Grand Lodge of Quebec," for the purpose of visiting the sick, relieving the distressed, burying the dead, educating the orphan and aiding the widow, has been authorized by order in council, dated the twenty-sixth day of January instant.

The head office of the association is at the city of Montreal.

712 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7045.

Arundel.

West part of lot 35, in 8th range, to Alexander Calder.

East part of lot 35, in 8th range, to Hermidas Allari.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 4th February, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Cabano.

Lot 42, of 8th range, to Jos. Lavoie.

Township McNider.

Lot 47, of 8th range, to Ferd. Ouellet.

9th range.

Lot 34, to Paul Otis.

Lot 42, to J. Bte Sénéchal.

E. E. TACHE,
Assistant commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 9th February, 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7046.

Harrington.

La $\frac{1}{2}$ nord du lot 24, du 9e rang, à Joachim Godin.
La $\frac{1}{2}$ nord du lot 25, du 9e rang, à Zotique Reno.

Adj. 7047.

Beresford.

Lot 40, du 8e rang, à Fred. Guindon.
Lot 42, du 8e rang, à Téléphore Lajeunesse.

La $\frac{1}{2}$ nord du lot 33, du 1er rang, à Ant. Pilon.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 7 février 1901.

705

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 30 janvier 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, par Charles Joseph Eugène Charbonneau, écuyer, notaire public, du village de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, district des Trois-Rivières, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index du notaire Elzéar Hubert Tremblay, en son vivant notaire public, de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, comté de Saint-Maurice, en vertu des dispositions du code du notariat, article 3685 des S. R. P. Q.

629-2 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

No 2012-00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

De détacher de la municipalité scolaire du canton de Hatley, comté de Stanstead, le territoire formant le présent village de Hatley Nord, aussi, lots 223, 224, 232, 233, 237 à 253, tous deux inclusivement, du 2e rang, lots 498 à 514, tous deux inclusivement, moins lot 508, partie est 523, lots 524, 525, 526, 527, partie est 551, lot 552, partie est 553, lots 559, 560, parties est 561 et 568, et lots 569 à 579, tous deux inclusivement du 3e rang ; lot 638 du 4e rang, et de les ériger en une municipalité séparée pour les fins scolaires, sous le nom de municipalité scolaire du village de Hatley Nord, comté de Stanstead.

Cette érection, si elle est accordée, prendra effet le 1er juillet 1901 seulement.

665-2

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 4 janvier 1901.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre, après le premier jour de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le huitième jour du dit mois de mars, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le quinzième jour du dit mois.

75-5 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée législative.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7046.

Harrington.

North $\frac{1}{2}$ of lot 24, in 9th range, to Joachim Godin.
North $\frac{1}{2}$ of lot 25, in 9th range, to Zotique Reno.

Adj. 7047.

Beresford.

Lot 40, in the 8th range, to Fred. Guindon.
Lot 42, in the 8th range, to Téléphore Lajeunesse.

North $\frac{1}{2}$ of lot 33, in the 1st range, to Ant Pilon.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 7th February, 1901.

706

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 30th January, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Charles Joseph Eugène Charbonneau, esquire, notary public, of the village of Grand'Mère, county of Champlain, district of Three Rivers, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Elzéar Hubert Tremblay, in his lifetime notary public, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, county of Saint Maurice, in virtue of the provisions of the notarial code, article 3685 R. S. P. Q.

630 ADELARD TURGEON,
Provincial secretary ad interim.

No. 2012-00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application for the erection of a new school municipality.

To detach from the school municipality of the township of Hatley, Stanstead county, the territory forming the present village of North Hatley, also lots 223, 224, 232, 233, 237 to 253, both inclusive, of range 2, lots 498 to 514, both inclusive, less lot 508, east part 523, lots 524, 525, 526, 527, east part 551, lot 552, east part 553, lots 559, 560, east parts 561 and 568, and lots 569 to 579, both inclusive of range 3 ; lot 638 of range 4, and to erect the same into a separate municipality for school purposes, under the name of the school municipality of the village of North Hatley, Stanstead county.

This erection, if granted, to take effect 1st July, 1901 only.

666

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 4th January, 1901.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill, shall be received by the House, after the first day of March next, that no private bill shall be introduced after the eighth day of said month of March, that no report of any standing or select committee upon a private bill, shall be received after the fifteenth day of said month.

76 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation de ne doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a nature to any former act,—shall require a notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follow viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the

officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

4125

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

4126

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clear and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue, durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant au bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront rejetés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and, if so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

127-2

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est donné par Louis H. Hénault, rentier, de Sainte-Cunégonde, Urcal H. Dandurand, agent d'immeubles, de Verdun, Orille Louis Hénault, commerçant, I. Louis Lafleur, marchand, George Tate, commis, James O. Richardson, caissier, Charles W. Jenkin, commis, John Simpson, maître charretier, William R. Kennedy, contre-maître, James G. Ogilvie, commis, Charles Cushing, notaire, Geo. McMillan, électricien, James E. Townsend, commis, Robert Lyall, contre-maître, Frank E. Stack, commis, Henry Call, tourneur, Thomas Cunningham, tailleur, John Story, machiniste, John Orton, commis, tous de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, aux fins d'être constitués en corporation à fonds social, eux et tous ceux qui feront partie de la corporation, sous le nom de "The Point Saint-Charles Amateur Athletic Association", pour établir une association de gymnastes et dans le but d'encourager la pratique des exercices athlétiques, d'acquiescer et de posséder des immeubles nécessaires à ces fins et pour d'autres objets.

E. LUSSIER,

Procureur des pétitionnaires.

Montréal, 30 janvier 1901.

709

Avis public est par le présent donné que Joseph David Édouard Barras, de la ville de Lévis, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi l'autorisant à exercer la profession de chirurgien dentiste, en cette province, après l'examen final annuel.

MONTAMBAULT, LANGELIER
& VACHON,

Avocats du requérant.

Québec, 2 février 1901.

725

Avis est par le présent donné que la ville de Chicoutimi s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation d'emprunter \$35,000.00, dont \$25,000.00 pour l'amélioration de ses rues et la construction d'égouts, et \$10,000.00 pour construire un marché, une salle de séances et un poste de pompiers.

ELZEAR LEVESQUE,

Secrétaire trésorier.

759

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS.

4128

Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Louis H. Hénault, annuitant, of Sainte Cunégonde, Urcal H. Dandurand, real estate agent, of Verdun, Orille Louis Hénault, trader, I. Louis Lafleur, merchant, George Tate, clerk, James O. Richardson, cashier, Charles W. Jenkin, clerk, John Simpson, master carter, William R. Kennedy, foreman, James G. Ogilvie, clerk, Charles Cushing, notary public, Geo. McMillan, electrician, James E. Townsend, clerk, Robert Lyall, foreman, Frank E. Stack, clerk, Henry Call, roll turner, Thomas Cunningham, tailor, John Story, machinist, John Orton, clerk, of the city of Montreal, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of being incorporated as a joint stock company, together with all those who shall form part of the corporation, under the name of "The Point Saint Charles Amateur Athletic Association," for the purpose of forming an association of gymnast and of encouraging athletic exercises, of acquiring and holding the immovables necessary for those purposes and for other purposes.

E. LUSSIER,

Solicitor for petitioners.

Montreal, 30th January, 1901.

710

Public notice is hereby given that Joseph David Édouard Barras, of the town of Lévis, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have a bill pass to authorize him to exercise in this province, the profession of surgeon-dentist, after annual final examination.

MONTAMBAULT, LANGELIER
& VACHON,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 2nd February, 1901.

726

Notice is hereby given that the town of Chicoutimi will apply to the Legislature of the province of Quebec, of its next session, for an authorization to borrow \$35,000.00, whereof \$25,000.00 for improving its streets and the construction of drains, and \$10,000.00 to build a market, a town hall and a firemen's station.

ELZEAR LEVESQUE,

Secretary treasurer.

760

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent, corps politique et incorporé, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une refonte de sa charte et certains amendements sur, entre autres, les objets suivants :

1° A l'avenir, la municipalité de la ville Saint-Laurent sera comprise dans les limites suivantes : bornée vers le nord-est par la partie restante et non subdivisée du No 251, du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-Laurent, (la partie de 251 incluse dans les limites de la municipalité étant comprise en ligne droite du côté nord-ouest avec la ligne nord-ouest de division du lot No 250, et bornée du côté nord-est par la ligne de division qui sépare le dit lot No 251 du terrain aujourd'hui possédé par Napoléon Groulx), le chemin de la Côte Sainte-Marguerite, le No 373, dont il faut déduire néanmoins la partie vendue à Philémon Cousineau, avocat, laquelle se trouve dans les limites de la dite municipalité, le No 375, la partie restant du No 406 ; du côté est par le chemin de la Côte Saint-Laurent et le No 613 ; du côté sud-est par le chemin de la Côte Saint-Laurent, le No 611, le chemin public, le chemin de la Côte de Liesse, (l'emplacement occupé par l'hôtel Aubry étant dans les limites de la dite corporation) ; vers le sud-ouest par le chemin de la Côte de Liesse, par la partie non subdivisée du lot No 467, par le lot No 468, et à l'ouest par le chemin de la Côte Vertu et la partie restante et non subdivisée du lot No 242, (tous les emplacements actuellement vendus et détachés du dit lot No 242 devant être compris dans les limites de la corporation), et au nord-ouest par le Ruisseau Rimbault et par la partie restante et non subdivisée du lot No 242, (la partie non subdivisée du dit lot No 242 qui sera dans les limites de la corporation devant être prise sur la profondeur en ligne droite avec la ligne de division des lots Nos 250 et 251.

2° Division de la municipalité en deux quartiers et numérotage des sièges des échevins.

3° Election du maire tous les deux ans et vote au scrutin.

4° Augmentation du pouvoir d'emprunt du conseil et privilège accordé au conseil de taxer les colporteurs de toutes sortes qui achètent ou vendent les marchandises ou prennent des ordres pour marchandises dans les limites de la corporation, de taxer les chiens et autres animaux.

5° Permettre au conseil de faire vendre par leur secrétaire-trésorier avec certaines formalités et après certains avis les terrains sur lesquels des taxes seraient dues, d'acquérir les rues nouvelles appartenant jusque là à des particuliers et pour tels autres objets mentionnés dans les dits amendements.

PHILEMON COUSINEAU,

Avocat de la ville Saint-Laurent.
Saint-Laurent, 6 février 1901. 753

AVIS PUBLIC.

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ayant pour objet : de diminuer le nombre de ses directeurs et d'en fixer le quorum ; d'augmenter ses pouvoirs d'assurer dans les villes ainsi que ses assurances au comptant ; de permettre aux employés de la compagnie de prendre part aux assemblées générales et de devenir directeur à certaines conditions ; d'abolir le mode de publication des avis de répartition dans les journaux, en le remplaçant par un avis adressé par la poste à chacun des membres assurés ; d'exempter la compagnie de toutes taxes spéciales pouvant être imposées par les corporations municipales tant que la dite compagnie n'aura pas atteint une réserve de vingt-cinq mille piastres.

J. H. JOANETTE,
Procureur de la requérante.

Montréal, 21 janvier 1901. 445-3

Public notice is hereby given that the town of Saint Laurent, a body politic and corporate, will address to the Provincial Parliament, at its next meeting, to have certain amendments made amongst other things the following :

1. In the future, the municipality of the town of Saint Laurent will be comprised in the following limits: bounded towards the north east by the remaining and undivided part of official lot No. 251, of the plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, (the part of No. 251 included in the limits of said municipality being comprised on the north west side in a straight line with the north west division line of lot No. 250, and bounded on the north east by the division line between lot No. 251 and the land now possessed by Napoléon Groulx), the road of Côte Sainte Marguerite, No. 373, of which the part sold to Philémon Cousineau, advocate, which will be in the limits of said municipality must be detached, No. 375, the remaining part of No. 406; on the east side by the road of Côte Saint Laurent and No. 613; on the south east side by the road of La Côte Saint Laurent, No. 611, the public road, the road of La Côte de Liesse, (the lot of land now occupied by l'hôtel Aubry to be in the limits of said corporation); towards the south west by the road of La Côte de Liesse, by the undivided part of lot No. 467, by the lot No. 468, on the west side by the road of La Côte Vertu, and the remaining undivided part of lot No. 242, (all the lots now sold and detached from said lot No. 242 to be comprised in the limits of said corporation), and on the north west side by the Ruisseau Rimbault and by the remaining undivided part of lot No. 242, (the undivided part of said lot No. 242 to be in the limits of said corporation must be taken in a straight line with the division line of lots Nos. 250 and 251.

2. Division of the municipality in two wards and the seats of the aldermen to be numbered.

3. Election of the mayor every two years and scrutiny vote.

4. Augmentation of the power to borrow for the council and power granted to council to tax the peddlers of all kinds who buy and sell goods or take orders for goods in the limits of said corporation, and power of taxing the dogs and other animals.

5. Power granted to the council to cause to be sold by their secretary treasurer after public notices the lots of lands on which taxes are due, to acquire the streets belonging to private individuals and for any other objects mentioned in said amendments.

PHILEMON COUSINEAU,

Attorney for the town of Saint Laurent.
Saint Laurent, 6th February, 1901. 754

PUBLIC NOTICE.

The Canada Mutual Fire Assurance Company will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an act for the purpose : of decreasing the number of its directors and fixing the quorum thereof ; of increasing its powers to insure in villages as well as its cash insurances ; of allowing the employees of the company to take part in the general meetings and become directors on certain conditions ; of abolishing the method of publishing notices of assessments in the newspapers, replacing it by a notice sent by mail to each of the members insured ; of exempting the company from all special taxes that may be imposed by municipal corporations so long as the company has not a reserve of twenty-five thousand dollars.

J. H. JOANETTE,
Attorney for petitioner.

Montreal, 21st January, 1901. 446

AVIS.

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, la compagnie "Le Crédit Foncier du Bas-Canada," incorporée par l'acte 39 Vict., ch. 64, demandera des amendements à son dit acte d'incorporation aux fins de remanier son fonds social et le bureau de direction ; pourvoir au changement du siège des affaires ; réglementer les actions, lettres de gage, les prêts, les dépôts, la comptabilité ; amender et faire de nouveaux règlements et autres fins.

LE CREDIT FONCIER
DU BAS-CANADA.

Montréal, 21 janvier 1901. 495-3

Avis est donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour constituer une compagnie dans le but d'acheter et tenir en opération le chemin de fer appartenant ci-devant à la compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis, et de le vendre ou louer à toute autre compagnie de chemin de fer.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 23 janvier 1901. 515-3

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné par les honorables Richard R. Dobell, Arthur Paquet, Pierre Garneau et MM. Gaspard LeMoine, John T. Ross, George Tanguay, William Price, William A. Marsh, T. A. Piddington, Vesey Boswell, Victor Châteaufort, marchands, James Guthrie Scott, gérant de chemins de fer, tous de la cité de Québec, et Benjamin A. Scott, propriétaire de moulins, de Roberval, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "The Quebec and James Bay Railway Company", pour construire un chemin de fer de la cité de Québec, ou d'un point sur le parcours du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, entre Québec et Roberval à la Baie James, et à un hâvre à eau profonde sur icelle à l'embouchure de la rivière Nottaway, ou ailleurs, sur la dite baie, avec pouvoir de construire des quais et de creuser (do dredgings) de construire, posséder et mettre en opération des bateaux et bâtiments à vapeur et des brise-glaces sur les baies d'Hudson et James et autres eaux atteintes ou avoisinées par le dit chemin de fer ou ses embranchements, et pour autres fins.

ROY & CANNON,

Procureurs des requérants.

537-3

AVIS PUBLIC.

La cité de Saint-Henri s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir :

1° L'amendement du Statut de Québec, 61 Victoria, chapitre 55, section 660, à l'effet d'autoriser la dite cité à émettre des actions-obligations avec taux d'intérêt différentiel.

2° L'amendement du Statut de Québec, 62 Victoria, chapitre 61, section 2, à l'effet de faire disparaître le proviso se rapportant aux règlements passés sous l'empire de l'article 3028 des Statuts refondus, tel qu'édicte par l'acte 57 Victoria, chapitre 30.

PRIMEAU & CODERRE,

Procureurs de la dite cité de Saint-Henri.

Saint-Henri, 23 janvier 1901. 531-3

AVIS.

A la prochaine session de la législature de Québec, les exécuteurs-testamentaires de la succession F. X. Baudry requerront le droit d'hypothéquer certain immeuble.

LEBLANC & BROSSARD,

Avocats des requérants.

527-3

NOTICE.

Notice is hereby given that at the next session of the Quebec Legislature, the company called "Le Crédit Foncier du Bas Canada," incorporated by the act 39 Vict., ch. 64, will apply for amendments to its charter for the purpose of changing its capital stock and board of management ; of providing for a change in its place of business ; of regulating shares, securities (*lettres de gage*), loans, deposits, and the keeping of accounts ; of amending and making new by-laws and for other purposes.

LE CREDIT FONCIER
DU BAS CANADA.

Montreal, 21st January, 1901. 496

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, to incorporate a company for the purpose of acquiring and operating the railway heretofore owned by the United Counties Railway Company, and of selling or leasing the same to any other railway company.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd January, 1901. 516

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given by Hon. Richard R. Dobell, Hon. Arthur Paquet, Hon. Pierre Garneau and Messrs. Gaspard LeMoine, John T. Ross, George Tanguay, William Price, William A. Marsh, T. A. Piddington, Vesey Boswell, Victor Châteaufort, merchants, James Guthrie Scott, railroad manager, all of the city of Quebec, and Benj. A. Scott, mill-owner, of the place called Roberval, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them under the name of the "Quebec and James Bay Railway Company", for the construction of a railway from the city of Quebec, or from some point on the Quebec and Lake Saint John Railway between Quebec and Roberval to James Bay, and to a deep water harbor thereon at the mouth of the river Nottaway, or elsewhere, on the bay, with power to build wharves, and do dredging and to build own or navigate steamboats, steamships and ice breakers in James and Hudson Bay and other waters reached or touched by the railway or its connecting lines, and for other purposes.

ROY & CANNON,

Solicitors for applicants.

538

PUBLIC NOTICE.

The city of Saint Henri will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining :

1. An amendment to the act of Quebec 61 Victoria, chapter 55, section 660, to authorize the said city to issue debenture stock with differential rates of interest.

2. An amendment to the Quebec Act 62 Victoria, chapter 61, section 2, to do away with the proviso relating to by-laws passed under article 3028 of the revised Statutes as enacted by the act 57 Victoria, chapter 30.

PRIMEAU & CODERRE,

Attorneys for the said city of Saint Henri.

Saint Henri, 23rd January, 1901. 532

NOTICE.

At the next session of the Legislature of Quebec, the testamentary executors to the estate of F. X. Beaudry will apply for authority to hypothecate a certain immoveable.

LEBLANC & BROSSARD,

Attorneys for petitioners.

528

Avis est par le présent donné que The Laing Packing & Provision Company (Limited), s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser la dite compagnie à ériger dans les limites de la cité de Montréal des bâtisses où la dite compagnie fera les affaires d'une maison d'emballage dans toutes ses diverses branches; abattre le bétail, cochons, moutons, agneaux et veaux dans les dites bâtisses pour les fins des dites affaires. Garder un établissement pour fondre les graisses, manufacture de saucisse et manufacture pour les viandes préparées, et de vendre la dite viande ainsi tuée sur les lieux dans les limites de la cité de Montréal et ailleurs. Autoriser la cité de Montréal à accorder à la dite compagnie les dits privilèges, nonobstant aucune loi, ordonnance ou règlement.

CARTER & GOLDSTEIN,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 janvier 1901. 523-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de légaliser une convention entre le Bureau Catholique des Commissaires d'Ecoles de la ville de Magog, le Bureau Protestant des Commissaires d'Ecoles de la ville de Magog, la Corporation de la ville de Magog et The Dominion Cotton Mills Company, pour une commutation des taxes scolaires de la dite compagnie pour un terme de quinze ans.

Daté à Montréal, ce 29e jour de janvier A. D., dix-neuf cent un.

(Signé) H. JASMIN,
Sec.-trés., Bureau Catholique Romain
des Commissaires d'Ecoles.

(Signé) GEO. H. THOMPSON,
Sec.-trés., Bureau Protestant
des Commissaires d'Ecoles.

(Signé) L. A. AUDET,
Sec.-trés. de la ville de Magog.

(Signé) C. E. HANNA,
685-2 Sec.-trés., The Dominion Cotton Mills Co.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par et en faveur des grévés et appelés survivants nommés dans le testament de feu J. B. Renaud et de feu Madame Renaud, pour obtenir un acte amendement l'acte 47 Victoria, chapitre 91, intitulé "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean Baptiste Renaud, comme suit, à savoir: de déclarer qui aura le droit de vendre les dites propriétés; de révoquer et changer les formalités requises pour l'aliénation des dites propriétés et de déclarer que les dispositions du dit acte amendé s'appliqueront à l'aliénation de la propriété appartenant aux biens et succession de feu Dame Sophie Lefevre, veuve de feu Jean Baptiste Renaud, et pour d'autres fins.

CARON, PENTLAND & STUART,
Solliciteurs des requérants.

Québec, 23 janvier 1901. 521-3

Un bill autorisant Eugène Alexandre Dorion, de la paroisse de Saint-Ours, dans le comté de Richelieu, dans la province de Québec, à ajouter à son nom les mots de "Saint-Ours", sera demandé à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, avec pouvoir de transmettre à ses descendants le dit nom ainsi modifié, et d'exercer sous tel nom tous les droits et privilèges qu'il exerce aujourd'hui et pourrait exercer plus tard sous le nom de Eugène Alexandre Dorion.

PRIMEAU & CODERRE,

97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Sorel, 22 janvier 1901. 533-3

Notice is hereby given that The Laing Packing & Provision Company (Limited), will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the said company to erect within the limits of the city of Montreal, premises wherein the said company shall carry on the business of a packing house in all its several branches; to kill cattle, hogs, sheep, lambs and calves on the said premises for the purposes of the said business. To keep a rendering establishment, a sausage manufactory and a manufactory for prepared meats, and to sell the said meat so killed on the premises within the limits of the city of Montreal and elsewhere. And to authorize the city of Montreal to grant to the said company the said privileges, any law, ordinance or by-law to the contrary notwithstanding.

CARTER & GOLDSTEIN,
Solicitors for applicants.

Montreal, 22nd January, 1901. 524

Notice is hereby given that application will be made at the coming session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to legalize an agreement entered into between the catholic board of school commissioners of the town of Magog, the protestant board of school commissioners of the town of Magog, the corporation of the town of Magog, and the Dominion Cotton Mills Company, for a commutation of the school taxes of the said company for the term of fifteen years.

Dated at Montreal, this 29th day of January A. D., nineteen hundred and one.

(Signed) H. JASMIN,
Sec. Treas. R. Cath. Board of
Sch. Comrs.

(Signed) GEO. H. THOMPSON,
Sec. Treas. Prot. Board of
Sch. Comrs.

(Signed) L. A. AUDET,
Sec. Treas. town of Magog.

(Signed) C. E. HANNA,
686 Sec. Treas., The Dominion Cotton Mills Co.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by and on behalf of the surviving institutes and the substitutes named in the wills of the late J. B. Renaud and the late Madame Renaud, for an act amending the act 47 Victoria, chapter 91, intituled "An act to authorize the sale of certain immovables belonging to the estate of the late J. B. Renaud" in the following, among other respects, viz: to declare who shall have the right to sell the said properties; to repeal and alter the formalities required for the alienation of such properties and to declare that the provisions of such amended act shall apply to the alienation of the property belonging to the estate and succession of the late Madame Sophie Lefevre, widow of the late John Baptiste Renaud, and for other purposes.

CARON, PENTLAND & STUART,
Solicitors for applicants.

Quebec, 23rd January, 1901. 522

A bill authorizing Eugène Alexandre Dorion, of the parish of Saint Ours, in the county of Richelieu, in the province of Quebec, to add to his name the words "de Saint Ours", will be presented to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, with power to transmit to his descendants the said name thus changed, and to exercise under such name all the rights and privileges which he now exercised under the name of Eugène Alexandre Dorion.

PRIMEAU & CODERRE,

97, Saint James street, Montreal.
Sorel, 22nd January, 1901. 534

Avis public est par les présentes donné que les président et syndics de la Commune d'Yamaska demanderont à la prochaine session de la législature de Québec, la passation d'une loi amendant les lois régissant la dite commune, quant à la date et au mode de l'élection du président et des syndics ; à la proportion servant de base aux votes des intéressés, ainsi qu'au mode des répartitions ; aux pénalités ; au droit de chasse sur la commune ; droit aux dits syndics de louer ou affermer partie ou parties de la dite commune ; vendre le foin ou le bois croissant sur icelle en parties d'icelle ; et enfin faire tous règlements concernant la dite commune.

J. BTE PARENT,

Président de la dite Commune.

Saint-Michel d'Yamaska, 9 janvier 1901. 267-4

Avis public est par les présentes donné que Cyrille F. Lussier, médecin, ci-devant de la paroisse de Saint-Damase, district de Saint-Hyacinthe, maintenant de la ville de New Bedford, Etat du Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte lui octroyant le droit de pratiquer la médecine dans cette province, sous l'autorité et aux conditions imposées par le collège des médecins et chirurgiens de cette province.

A. GIRARD,

Procureur du requérant.

Marieville, 14 janvier 1901. 313-4

AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de Québec par "The Laurentides Pulp Company" pour la passation d'un acte pour amender l'acte constituant en corporation le village de Grand'Mère, 61 Vic., c. 61, en y ajoutant une ou des dispositions donnant à la dite compagnie et à toute autre compagnie possédant des biens fonds dans les limites du dit village, le droit de voter dans toutes les matières ou questions municipales concernant le dit village et pour d'autres fins.

McGIBBON, CASGRAIN,

RYAN & MITCHELL,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 14 janvier 1901. 319-4

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que Elzéar Fortier, François Fortier, Ludger Corriveau, marchands, Fidèle Pelletier, agent de station, Joseph Tremblay, médecin, tous de la paroisse de Sainte-Anne de Beupré, dans le comté de Montmorency, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les incorporant et autres personnes qui pourront s'associer à eux, sous la raison de "La Compagnie de Téléphone du comté de Montmorency", avec un fonds social de \$2,000.00 à \$25,000.00, divisé en parts de \$100 chacune, dans les buts de construire, équiper, exploiter une ou des lignes de téléphone dans le comté de Montmorency, de relier ces lignes avec celles des comtés voisins et de la cité de Québec, et pour autres fins.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Procureurs des requérants.

Québec, 14 janvier 1901. 321-4

Avis est par les présentes donné qu'il sera présenté une demande à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour un acte pour incorporer le "Saint Lawrence Southern Railway Company" avec pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer d'un endroit

Public notice is hereby given that the chairman and trustees of Yamaska Common will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend the laws governing the said common, with reference to the date and mode of election of the chairman and trustees ; to the proportion serving as a basis for the votes of the interested parties, and also the method of assessments ; to penalties ; to the right of hunting in the common ; to the right of the said trustees to lease or farm out a portion or portions of the said common ; to sell the hay or timber growing thereon or on parts thereof ; and finally to pass all by-laws concerning the said common.

J. BTE PARENT,

Chairman of the said Common.

St. Michel de Yamaska, 9th January, 1901. 268

Public notice is hereby given that Cyrille F. Lussier, doctor, heretofore of the parish of Saint Damase, district of Saint Hyacinth, now of the town of New Bedford, State of Massachusetts, United States of America, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a bill granting him the right of practising medicine in this province, under the authority and at the conditions imposed by the college of physicians and surgeons of this province.

A. GIRARD,

Attorney for applicant.

Marieville, 14th January, 1901. 314

NOTICE.

Notice is hereby given that "The Laurentide Pulp Company" will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec for the passing of an act to amend the act incorporating the village of Grand'Mère, 61 Vic., c. 61, by adding thereto a provision or provisions giving the said company and any other joint stock company, having and owning real estate and property within the limits of the said village, the right to vote in all municipal matters concerning the said village and for other objects.

McGIBBON, CASGRAIN,

RYAN & MITCHELL,

Attorneys for said company.

Montreal, 14th January, 1901. 320

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that Elzéar Fortier, François Fortier, Ludger Corriveau, merchants, Fidèle Pelletier, station agent, Joseph Tremblay, physician, all of the parish of Sainte Anne de Beupré, in the county of Montmorency, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them and others who may join them under the name of "La Compagnie de Téléphone du comté de Montmorency", with a capital stock ranging from \$2,000.00 to \$25,000.00, divided into shares of \$100 each, for the following purposes : to build, construct, equip, exploit and operate one or more telephone lines in the county of Montmorency, to connect such lines with other lines operated or to be operated in adjoining counties and in the city of Quebec, and for other purposes.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Solicitors for applicants.

Quebec, 14th January, 1901. 322

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session for an act to incorporate the Saint Lawrence Southern Railway Company with power to build and operate a line of railway from a point at or near the town of Valleyfield, in

dans ou près de la ville de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, province de Québec, traversant les comtés de Beauharnois, Chateauguay, Laprairie, Chambly, Saint-Johns, Rouville et Saint-Hyacinthe, jusqu'à un endroit dans ou près de la ville de Saint-Hyacinthe, dans le comté de Saint-Hyacinthe, le tout dans la province de Québec.

HONORE GERVAIS,

329-4 Procureur des applicants.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation du village de la Pointe-au-Pic, pour amender et refondre sa charte, aux fins d'augmenter ses pouvoirs, relativement à la protection de la santé publique, au bon ordre, au progrès, à l'administration interne du village, à l'octroi des licences de charretiers et autres, à l'imposition de certaines taxes, etc., et aussi pour augmenter les limites de son territoire, en y ajoutant les lots Nos 771, 770, 769, 768, 767, 766, 765, 764, 763, 762, 761, 760, 759, 758, 757, 756, 755, 754, 753, 752, 751, 750, 749, 748, 747, 746, 745, 744, 743, 730, 729, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie; borné vers le nord-est, partie par le No 577 et partie par la limite actuelle du village de la Pointe-au-Pic; vers le sud-est par la limite actuelle du dit village; vers le sud-ouest par le No 773, et vers le nord-ouest par le No 728, contenant en superficie treize cent trente-neuf arpents et soixante-onze perches et demie (1339 arpents, 71½ perches.)

CHARLES ANGERS,

Procureur de la dite corporation.

Malbaie, 14 janvier 1901. 337-4

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné par la "North Shore Power Co." qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir un bill à l'effet d'amender son acte d'incorporation concernant l'augmentation du capital social de la dite compagnie.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 12 janvier 1901. 371-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte constituant en corporation une compagnie avec tous les pouvoirs nécessaires pour construire, exploiter et maintenir une ligne de chemin de fer partant d'un endroit à ou près du Bassin de Gaspé, dans le comté de Gaspé, et de là se dirigeant vers l'ouest et traversant les comtés de Gaspé et de Matane jusqu'au chemin de fer Intercolonial, auquel il se reliera à un point nord de Causapscal, avec le pouvoir de construire, à partir du Bassin de Gaspé, un embranchement qui reliera le dit chemin de fer avec la partie construite du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, qui s'étend maintenant jusqu'à New Carlisle, dans le comté de Bonaventure, avec aussi le pouvoir de se raccorder avec et de faire des arrangements de parcours avec tout chemin ou tous chemins de fer situés à une distance de trois milles au plus du dit chemin de fer projeté; aussi d'exploiter et maintenir des lignes de télégraphe et de téléphone sur le parcours du dit chemin ou s'y reliant; aussi construire, acquérir, maintenir et exploiter des tramways, navires, entrepôts, quais et autres travaux, et exercer et faire le transport par eau des passagers et des marchandises; aussi acquérir des pouvoirs hydrauliques, et ériger et exploiter des usines et moulins, sur le parcours du dit chemin, pour l'usage et la transmission du pouvoir électrique, la manufacture de la pulpe et le sciage du bois, et pour d'autres fins.

MONTAMBAULT, LANGELIER

& VACHON,

Avocats des requérants.

Québec, 16 janvier 1901. 335-4

the county of Beauharnois, province of Quebec, passing through the counties of Beauharnois, Chateauguay, Laprairie, Chambly, Saint John's, Rouville and Saint Hyacinth, to a point at or near the city of Saint Hyacinth, in the county of Saint Hyacinth, all in the province of Quebec.

HONORE GERVAIS,

Solicitor for applicants.

330

Notice is hereby given that the corporation of the village of Pointe-au-Pic will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend and consolidate the charter of the said corporation, for the purpose of increasing its powers relating to the protection of the public health, to the good order, the progress, the internal administration of the village, the granting of licenses to carters and others, to the imposition of certain taxes, &c., and also to increase the limits of its territory, by adding to it the lots 771, 770, 769, 768, 767, 766, 765, 764, 763, 762, 761, 760, 759, 758, 757, 756, 755, 754, 753, 752, 751, 750, 749, 748, 747, 746, 745, 744, 743, 730, 729, of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de la Malbaie; bounded towards the north east partly by the number 577 and partly by the actual boundary line of the village of Pointe-au-Pic; towards the south east by the actual boundary line of the said village; towards the south west by number 773, and towards the north west by number 728, containing in superficies thirteen hundred and thirty-nine arpents and seventy-one and a half perches (1339 arpents, 71½ perches).

CHARLES ANGERS,

Attorney of the said corporation.

Malbaie, 14th January, 1901. 338

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by the "North Shore Power Co." that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter for the purpose of increasing the capital stock of the said company.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Solicitors for applicant.

Montreal, 12th January, 1901. 372

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate a company with all necessary powers to construct, operate and maintain a line of railway from a point at or near Gaspé Basin, in the county of Gaspé, and thence in a westerly direction through the counties of Gaspé and Matane, to a point connecting it with the Intercolonial Railway, north of Causapscal, in the said county of Matane, with power to construct, operate and maintain a branch of the said railway connecting it at or near Gaspé Basin, with the completed part of the Baie des Chaleurs Railway, now running and in operation as far as New Carlisle, in the county of Bonaventure, and with also the power to connect with and enter into running arrangements over any and all railways situated within a distance of three miles from any portion of said projected railway; also to construct, operate and maintain telegraph and telephone lines along the route of said railway or connecting therewith; also to construct, acquire, maintain and operate tramways, vessels, wharves, warehouses, docks and other works, and to conduct and do the business of carriers of passengers and goods by water and of warehousemen generally; also to acquire and use water powers and erect and operate works and mills for the use and transmission of electrical power, and for the manufacture of pulp and of lumber, and for other purposes.

MONTAMBAULT, LANGELIER

& VACHON,

Solicitors for applicants.

Quebec, 16th January, 1901. 336

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The William Strachan Company", dans le but de prendre et continuer les affaires maintenant conduites à Montréal par la société W. Strachan & Co., comme manufacturiers et commerçants de savons, parfums, glycérine, teintures, huiles et autres produits y ayant rapport, avec le droit d'émettre du stock ordinaire et préférentiel. Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 16 janvier 1901. 365-4

Avis public est par la présente donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'incorporer la compagnie de chemin de fer électrique de Lévis (The Levis Electric Railway Co.), avec pouvoir de construire, mettre en opération et maintenir un chemin de fer mû par l'électricité, d'un point dans ou près de la ville de Lévis, dans le comté de Lévis, dans la province de Québec, jusqu'à aucun autre point dans les comtés de Lévis, de Dorchester et de Bellechasse, dans la province de Québec, avec tous les pouvoirs nécessaires, ordinaires, accordés aux compagnies incorporées pour cette fin.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 janvier 1901. 373-4

Avis public est par le présent donné que l'honorable Arthur Paquet, de Québec, sénateur et négociant, Joseph Octave Paquet, de Québec, négociant, et Georges Alfred Vandry, de Québec, commis, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir un acte les constituant en corporation sous le nom de la "Compagnie Paquet Limitée", leur conférant en outre le droit d'exploiter des manufactures et établissements de commerce, à Québec et ailleurs, souscrire et émettre des actions dans la dite compagnie et autres pouvoirs.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

367-4 Procureurs des requérants.

Les exécuteurs testamentaires-administrateurs-légataires fiduciaires constitués par le testament de feu Charles Théodore Viau, en son vivant manufacturier, de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi les autorisant, en tant qu'il peut en être besoin : 1° A faire un emprunt pour, entre autres objets, faciliter l'établissement d'acquéreurs sur les terrains de la succession Viau, à Maisonneuve et à la Longue-Pointe. 2° A hypothéquer les immeubles et à engager les biens de la succession, pour cet emprunt. 3° A placer les capitaux de la succession autrement que réglé par la loi et le dit testament, s'il se présente des circonstances où l'intérêt de la succession l'exige. 4° A faire d'autres actes d'administration de moindre importance.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Solliciteurs pour les pétitionnaires.

Montréal, 15 janvier 1901. 357-4

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la ville de Saint-Louis demandera des amendements à sa charte aux fins de l'autoriser à faire des arrangements convenables pour la filtration de son approvisionnement d'eau, pour conférer à toute et chacune des municipalités, qui pourront en avoir besoin, l'avantage de bénéficier de tel système de filtration, de plus, pour ratifier certains contrats intervenus avec "The Montreal Water and Power Company."

BISSAILLON & BROSSARD,

Procureurs de la ville de Saint-Louis.

Montréal, 30 janvier 1901. 679-2

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate "The William Strachan Company", for the purpose of taking over and continuing as a going concern the business at present carried on at Montreal by the firm of W. Strachan & Co., as manufacturers and dealers in soaps, perfumes, glycerine, dye-stuffs, oils and other products incidental thereto, with the right to issue preferred and ordinary stock. The head office of the company to be at the city of Montreal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicants.

Montreal, 16th January, 1901. 366

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of The Levis Electric Railway Company ("La Compagnie de Chemin de Fer Electrique de Lévis"), with power to build, put in operation and maintain a railway, the motive power whereof will be electricity from a point in or near the town of Lévis, in the county of Lévis, province of Quebec, to another point in the counties of Lévis, Dorchester and Bellechasse, in the province of Quebec, with all the necessary powers, usually conferred upon companies incorporated for such purpose.

CRESSÉ & DESCARRIES,

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th January, 1901. 374

Public notice is hereby given that the Honorable Arthur Paquet, of Québec, senator and merchant, Joseph Octave Paquet, of Québec, merchant, and George Alfred Vandry, of Québec, clerk, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to incorporate them under the name of "The Paquet Company Limited" with power to work and operate manufactures and stores, at Québec and elsewhere, to subscribe and issue shares of the capital stock of the said company and for other purposes.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

368 Solicitors for applicants.

The testamentary executors-administrators-fiduciary legatees under the testament of the late Charles Theodore Viau, in his lifetime manufacturer of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing them, in so far as may be necessary : 1. To effect a loan, the proceeds of which shall be used, amongst other purposes, towards facilitating the establishment of purchasers on the property belonging to estate Viau, at Maisonneuve and Longue-Pointe. 2. To hypothecate the immovables and pledge the assets of the estate, for said loan. 3. To invest the capital sums of the estate otherwise than directed by law or by the said will, in case circumstances should occur in which it would be more advantageous to do so. 4. To do other acts of administration of minor importance.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th January, 1901. 358

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the town of Saint Louis will apply for an amendment to its charter to authorize it to make suitable arrangements for the filtering of the water supply, with powers to any and all other municipalities interested therein to enable them to obtain the benefit of such filtering plant, and to ratify certain contracts with the Montreal Water & Power Company.

BISSAILLON & BROSSARD,

Attorneys for the town of Saint Louis.

Montreal, 30th January, 1901. 680

AVIS.

Avis est par le présent donné que Aimé Levasseur, cultivateur, de la paroisse de Saint-Maurice; Clovis DeGuise, manufacturier, et Ernest DeGuise, marchand, de la paroisse de Sainte Geneviève de Batiscan, comté de Champlain, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte aux fins d'être constitués en corporation, eux et tous ceux qui font et feront partie de la dite compagnie, sous le nom de "La Compagnie du Pont de Grand'Mère", pour construire et exploiter un pont de péage, sur la rivière Saint-Maurice, à l'endroit appelé "Grand'Mère", entre le village de Grand'Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac, dans le comté de Champlain, avec un privilège exclusif pour 99 ans; de percevoir des taux de péage pour droit de traverser sur la dite rivière, tant sur le dit pont que sur une étendue de deux milles, du côté sud, et deux milles du côté nord du dit pont. Avis est aussi donné que la hauteur des arches du dit pont sera d'au moins vingt pieds au-dessus du niveau de l'eau basse, et que l'espace entre les piliers de ces arches, pour le passage des radeaux et bateaux, sera de cinquante à cent cinquante pieds; il n'y aura pas de pont tournant. Ce pont pourra être construit en bois ou en fer.

Les taux de péage seront comme suit :

Pour chaque voiture tirée par un cheval....	\$0.25
Pour un seul passage.....	0.15
Aller et retour le même jour.....	0.25
Pour pas plus de quatre personnes, et cinq centins pour chaque personne additionnelle.	
Pour chaque voiture tirée par deux chevaux ou deux bœufs, aller et retour.....	0.40
Et pour un seul passage.....	0.25
Pour chaque cheval ou bœuf additionnel....	0.10
Pour chaque cheval ou bête portant un cavalier, un seul passage.....	0.10
Pour chaque cheval, mulet, vache ou tête de gros bétail, un seul passage.....	0.10
Pour chaque mouton, veau, cochon, un seul passage.....	0.05
Pour chaque piéton, un seul passage.....	0.05
Pour chaque bicyclette, un seul passage.....	0.05
Pour chaque voiture tirée par un cheval, pesant allouée, 2,000 livres, et dix centins pour chaque mille livres additionnel ou fraction.	
Chaque voiture tirée par deux chevaux ou bœufs, pesant allouée, 4,000 livres, et dix centins pour chaque mille livres additionnel ou fraction.	

J. A. TESSIER,
Soliciteur des requérants.

Grand'Mère, 5 janvier 1901. 105 5

A la prochaine session de la législature de cette province, la Canadian Electric Light Co. (Limited) présentera pour aboption un bill privé pour les fins suivantes, savoir :

Pour ratifier l'émission de ses débetures; pour confirmer le Trust Deed passé à ce sujet; pour être autorisée à faire d'autres travaux, constructions et exploitations que ceux maintenant prévus par sa charte, et notamment pour être autorisée à construire et à exploiter des moulins à pulpe et à papier; pour émettre dans certains cas, avec la permission des intéressés, du stock ou des débetures préférentiels; pour acquérir les droits de toute compagnie de pulpe incorporée ou en voie d'incorporation; pour ratifier les contrats et exemptions de taxes accordés à la compagnie pour la ville de Lévis et les autres municipalités intéressées du comté de Lévis; pour limiter, dans certains cas, son pouvoir d'émettre d'autres débetures; pour déclarer que l'omission du mot "limited" dans son nom n'invalide pas les actes faits par elles; pour valider le transport de son bureau principal; et généralement pour amender la charte de manière à permettre à la compagnie de mener à bonne fin l'œuvre qu'elle a commencée.

DROUIN & PELLETIER,
Procureurs des requérants.

NOTICE.

Notice is hereby given that Aimé Levasseur, farmer, of the parish of Saint Maurice; Clovis De Guise, manufacturer, and Ernest DeGuise, merchant, of Sainte Geneviève de Batiscan, county of Champlain, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its coming session, to obtain a charter to incorporate them and such other persons as do now or shall hereafter form part of the said company, under the name of the "Grand'Mère Bridge Company", to build and own a toll-bridge over the river Saint Maurice, at the place called Grand'Mère, between the village of Grand'Mère and the parish of Saint Théophile du Lac, in the county of Champlain, with an exclusive privilege of 99 years; to collect tolls for crossing the said river, both on the bridge and over an extent of two miles, on the south side, and two miles on the north side of the said bridge. Notice is likewise given that the height of the arches of the said bridge will be at least twenty feet above low water level, and that the space between the piers of the said arches, for the passage of rafts and boats, will be from fifty to one hundred and fifty feet; there will be no draw-bridge. This bridge may be built of wood or iron.

The tolls shall be as follows :

For every vehicle drawn by one horse.....	\$ 0.25
For a single crossing.....	0.15
Going and coming on the same day.....	0.25
For more than four persons and five cents for each additional person.	
For every vehicle drawn by a pair of horses or oxen, going and coming.....	0.40
And for a single crossing.....	0.25
For every additional horse or ox.....	0.10
For every horse or animal with its rider, for a single crossing.....	0.10
For every horse, mule, cow or head of horned cattle, for a single crossing.....	0.10
For every sheep, calf, pig, for a single crossing.....	0.05
For every foot passenger, for a single crossing.....	0.05
For every bicycle, for a single crossing.....	0.05
For every vehicle drawn by one horse, the weight allowed, is 2,000 pounds, and ten cents will be charged for every additional thousand pounds or fractions thereof.	
For every vehicle drawn by a pair of horses or oxen, the weight allowed is 4,000 pounds, and ten cents will be charged for every additional thousand pounds or fraction thereof.	

J. A. TESSIER,
Solicitor for applicants.

Grand'Mère, 5th January, 1901. 106

At the coming session of the legislature of this province, the Canadian Electric Light Company (Limited) will submit a private bill for the following purposes, to wit :

To ratify the issue of its debentures; to confirm the trust deed passed to that effect; to be authorized to do other works, constructions and undertakings other than those provided by its charter and in particular to be authorized to build and work pulp and paper mills; to issue in certain cases, with the permission of the interested parties, preferential stock; to acquire the rights of any pulp company already incorporated or about to be incorporated; to ratify the contracts and exemptions from taxation granted to the company by the town of Lévis and other interested municipalities of the county of Lévis; to limit in certain cases, its power to issue other debentures; to declare that the omission of the word "limited" from its name does not invalidate contracts made by it; to validate the transfer of its chief office; and generally to amend the charter so as to enable the company to properly carry out the undertaking it has begun.

DROUIN & PELLETIER,
Attorneys for applicants.

Avis est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation d'emprunter une somme d'argent n'excédant pas cent mille piastres pour réparer et améliorer l'aqueduc de la dite cité, pour être autorisée à renoncer à une partie de ses actions dans le fonds de la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean ; pour être autorisée à exempter de taxes, pendant un certain nombre d'années, les propriétaires de l'ascenseur à grain déjà construit sur la Jetée Louise, quant au dit ascenseur ; pour annexer à la dite cité l'étendue de terrain qui se trouve au sud-est du chemin du Cap Rouge, depuis la limite ouest actuelle de la dite cité, jusqu'à la route qui part du dit chemin du Cap Rouge et se rend à l'Anse Wolfe, dans la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, et s'étendant depuis le dit chemin du Cap Rouge vers le sud-est jusqu'à la cime du Cap, la dite étendue de terrain étant située partie dans la paroisse Notre-Dame de Québec et partie dans la dite paroisse de Saint-Colomb de Sillery ; pour faire disparaître certain doute concernant certaines taxes personnelles municipales, et autoriser la passation de règlements pour imposer une taxe personnelle à être payée par les brasseurs ayant leurs brasseries en dehors de la cité, mais ayant des entrepôts dans la dite cité, et pour autres fins.

PELLETIER & CHOUINARD,

Procureur de la cité de Québec.

Québec, 16 janvier 1901.

331-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie sous le nom de "The Gaspé and Western Railway Company", avec tous les pouvoirs nécessaires pour, construire et mettre en opération une ligne ou lignes de chemin de fer et de tramway, soit à voie large ou étroite, et utiliser la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir moteur, d'un point près de la station du chemin de fer Intercolonial à Fraserville, dans le comté de Temiscouata, dans la province de Québec, à un point à ou près du Bassin de Gaspé, dans le comté de Gaspé, dans la dite province, et passant à travers les comtés de Temiscouata, Bonaventure et Gaspé ; et avec le pouvoir de construire, posséder mettre en opération et maintenir des quais, jetées, débarcadères, élévateurs, entrepôts en rapport avec icelles et aussi d'agir comme gardien d'entrepôt ; d'acquérir, posséder et mettre en opération des vaisseaux à vapeur, barges et autres bateaux en rapport avec icelles, et dans le but de naviguer sur les fleuve et golfe du Saint-Laurent, et aussi de posséder et mettre en opération des vaisseaux à vapeur océaniques et avec pouvoir de construire des ponts sur toutes rivières et aucuns cours d'eau nécessaires à l'entreprise ; et aussi de se joindre à et de faire des arrangements de trafic avec aucuns et tous les chemins de fer situés dans une distance de trois milles d'aucune partie du dit chemin de fer et d'acheter et mettre en opération aucun chemin de fer ou partie d'icelui ; aussi de recevoir d'aucun gouvernement, corporation ou personnes des octrois de terre ou argent et autres garanties en aide de la construction de l'entreprise ; et aussi de construire, maintenir et mettre en opération des lignes de télégraphe et de téléphone le long du dit chemin de fer ou tramway ; aussi d'acquérir, posséder des mines et les mettre en opération et exercer les droits et privilèges de mines, et d'établir des ateliers de fonte et autres travaux en rapport avec icelles ; aussi d'acquérir et employer les pouvoirs d'eau et ériger et mettre en opération des travaux électriques pour l'usage et la transmission du pouvoir électrique et l'opération du dit chemin de fer et pour d'autres fins ; de faire les affaires de commerce de bois, de moulin, de transport et d'expédition, ensemble avec tels autres pouvoirs et privilèges nécessaires pour parvenir aux dites fins.

ARCHER & PERRON,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 janvier 1901.

407-4

Notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize it to borrow a sum of money, not exceeding one hundred thousand dollars for the purpose of repairing and improving the water-works of the said city ; to authorize it to renounce a portion of its shares in the capital stock of the Quebec and Lake Saint John Railway company ; to authorize it to exempt from taxation for a certain number of years the owners of the grain elevator already built on the Louise embankment as regards the said elevator ; to annex to the said city the extent of land situate to the south east of the Cap Rouge road, from the present western limits of the said city to the road starting from the said Cap Rouge road and leading to Wolfe's cove in the parish of Saint Colomb de Sillery, and extending from the said Cap Rouge road south easterly to the brow of the hill, the said extent of land being situate partly in the parish of Notre Dame de Quebec, and partly in the said parish of Saint Colomb de Sillery ; to remove certain doubts respecting certain personal municipal taxes, and authorized the passing of a by-law to impose a personal tax to be paid by brewers having their breweries outside of the city, but having warehouses in the said city, and for other purposes.

PELLETIER & CHOUINARD,

Attorneys for the city of Quebec.

Quebec, 16th January, 1901.

332

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate a company to be called the Gaspé and Western Railway Company, with all necessary powers to construct and operate a line or lines of railway and tramway of either standard or narrow gauge, and utilizing steam, electricity or other motive power, from a point near the station of the Intercolonial Railway at Fraserville, in the county of Temiscouata, in the province of Quebec, to a point at or near Gaspé Basin in the county of Gaspé in said province and passing through the counties of Temiscouata, Bonaventure and Gaspé ; and with power to construct, own, operate and maintain wharves, docks, piers, landing places, elevators and warehouse in connection therewith and also act as warehouseman ; and to acquire, own and operate steamers, barges, and other ferries in connection therewith, and for the purpose of navigating the Saint Lawrence river and gulf and also owning and operating ocean going steamers and with power to erect bridges over any rivers and streams necessary for the undertaking ; and also to connect with and enter into running arrangements over any and all railway situate within a distance of three miles from any portion of said railway and to purchase and operate any railway or any portion thereof ; also to receive from any government, corporations or persons grants of land or money and other assets in aid of the construction of the undertaking ; and also to construct, maintain and operate telegraph and telephone lines along the route of said railway or tramway ; also to acquire, own and operate mines and exercise mining rights and privileges, and to establish smelting and other works in connection therewith ; and also to acquire and use water powers and erect and operate electrical works for use and transmission of electrical power and the operation of the said railway and for other purposes ; and to carry on lumbering, milling, transportation and forwarding business, together with such other powers and privileges as may be necessary for the attainment of the above objects.

ARCHER & PERRON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 10th January, 1901.

408

Avis est par les présentes donné par les syndics de la paroisse de Saint-Paul de Montréal qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 63 Victoria, chapitre 96, relativement à la date du paiement de la cotisation annuelle, à l'homologation des rôles de cotisations et pour autres fins.

FORTIN & LAURENDEAU,

Procureurs des requérants

Montréal, 9 janvier 1901. 175-5

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. }

Avis est par les présentes donné que le soussigné, Moïse Veronneau, E. E. M., présentera à la prochaine session provinciale, un bill à l'effet d'obtenir le droit d'exercer la pratique de la médecine dans la province, après examen.

MOISE VERONNEAU,
E. E. M.

1515, rue Sainte-Catherine,
Montréal, 21 novembre 1900. 4109-5

Avis public est par les présentes donné que Samuel Robert Martin, de la ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un bill pour l'autoriser à être admis, après examen, à pratiquer l'art dentaire dans cette province.

ROCHON & CHAMPAGNE,

Avocats du requérant.

Hull, 8 janvier 1901. 203-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par H. J. Hague, A. E. Woodworth et E. F. Doty, tous de Montréal, et autres, qui pourront s'associer avec eux, pour obtenir une incorporation comme compagnie à fonds social, dans le but de produire l'éclairage, chauffage et pouvoir, et les vendre dans le district de Montréal, avec pouvoir d'acquiescer et posséder du stock, obligations et garanties d'autres compagnies ayant les mêmes objets; de louer la propriété de telles autres compagnies; d'émettre du stock ordinaire ou préférentiel et hypothèques jusqu'au montant qui peut être nécessaire pour les fins de l'entreprise, et en général pour l'autorisation de faire et exécuter tous les actes nécessaires pour les fins susdites.

CAMPBELL, MEREDITH,

ALLAN & HAGUE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 9 janvier 1901. 195-5

Avis est par le présent donné que Walter G. Mitchell s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill lui permettant de se présenter devant le Barreau de la province de Québec, dans le mois de juillet prochain, ou en aucun temps subséquent, pour examen à l'admission de la pratique de la profession légale dans la province de Québec.

W. G. MITCHELL,

Montréal, 18 décembre 1900. 205-5

Avis public est par le présent donné que "The Chambly Manufacturing Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un amendement à sa charte, changeant son nom en celui de "The Light & Power Company of Montreal", l'autorisant à acheter et posséder du stock ou obligations, ou louer, acheter ou acquiescer autrement la propriété d'aucune compagnie comme pouvoir, chauffage ou éclairage; d'amalgamer ou se joindre à aucune telle compagnie et de se charger de ses obligations; de louer le tout ou une partie de la propriété actuelle ou future de la compagnie et pour d'autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,

ALLAN & HAGUE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 9 janvier 1901. 2 193-5

Notice is hereby given by the trustees of the parish of Saint Paul of Montréal that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of having the act 63 Victoria, chapter 96, amended in regard with the date of payment of the annual assessment, the homologation of the roll of assessment and other purposes.

FORTIN & LAURENDEAU,

Solicitors for applicants.

Montreal, 9th January, 1901. 176

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinthe. }

Notice is hereby given that the undersigned, Moïse Veronneau, medical student, will have a bill presented at the next session of the provincial legislature, for the purpose of obtaining the right to practise medicine in the province, after examination.

MOISE VERONNEAU,
Medical student.

1515, Saint Catherine street,
Montreal, 21st November, 1900. 4109

Public notice is hereby given that Samuel Robert Martin, of the town of Aylmer, district of Ottawa, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to have a bill passed to authorized him to be admitted, after examination, to practise the dentistry art in this province.

ROCHON & CHAMPAGNE,

Attorneys for applicant.

Hull, 8th January, 1901. 204

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by H. J. Hague, A. E. Woodworth and E. F. Doty, all of Montreal, and others, who may hereafter associate themselves with them, for incorporation as a Joint Stock Company, to carry on the business of producing light, heat and power, and selling the same in the district of Montreal, with power to acquire and hold stock, bonds and securities of other companies having like objects; to lease the property of such other companies; to issue stock, common or preferred and mortgage bonds to such extent as may be necessary for the purposes of the undertaking, and generally for authority to do and perform all acts necessary for the foregoing purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,

ALLAN, & HAGUE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 9th January 1901. 196

Notice is hereby given that, at the coming session of the Quebec legislature, Walter G. Mitchell will make application for a bill allowing him to go before the council of the Bar of the province of Quebec, next July, or at any time subsequent thereto, for an examination to be admitted to practise as advocate of the province of Quebec.

W. G. MITCHELL,

Montreal, 18th December 1900. 206

Public notice is hereby given that "The Chambly Manufacturing Company" will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an amendment to its charter changing its name to "The Light & Power Company of Montreal", to authorize it to purchase and hold stock or bonds in, or lease, purchase or otherwise acquire the property of any power, heat or light company; to amalgamate or consolidate with any company, and to assume its liabilities; and to such lease in whole or in part any of the property of the company present or future and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,

ALLAN & HAGUE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 9th January, 1901. 194

AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné qu'application sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour un acte incorporant "L'Agence Canadienne", avec le pouvoir de vendre et de transiger sur les valeurs canadiennes et provinciales, sur celles des corporations et compagnies, et de leur faire des avances sur icelles, et aussi d'aider par de telles avances et autrement, les travaux publics et entreprises et le développement des affaires de toutes sortes entre la province de Québec et les ports de l'Empire.

MONTAMBAULT, LANGELIER & VACHON,
Procureurs des requérants.

Québec, 26 janvier 1901. 581-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec pour obtenir un acte amendant l'acte incorporant Jeffery Hale's Hospital, de la cité de Québec, dans les buts suivants, à savoir : Pour pourvoir à l'élection annuelle de deux gouverneurs par les personnes qui contribueront au maintien et soutien de l'hôpital et par celles qui font des dons au fonds de dotation et pour d'autres fins.

CARON, PENTLAND & STUART.

Québec, 31 janvier 1901. 667-2

Avis public est par les présentes donné par la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé aux fins d'obtenir certains pouvoirs et entr'autres les suivants :

1° Pour modifier le système de recouvrement des contributions mensuelles afin de permettre aux professeurs de faire dans les classes la perception des dites contributions mensuelles.

2° Pour la collection des taxes scolaires et la vente des immeubles pour non paiement de ces taxes.

3° Pour changer le mode d'élection des commissaires et plus spécialement pour qu'il s'écoule un espace de huit jours entre la nomination et la tenue des élections des commissaires d'écoles.

ST JULIEN & DEBOUCHERVILLE,

Avocats de la requérante.

Montréal, 23 janvier 1901. 489-3

Avis est par le présent donné que James Scott, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, marchand, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de changer son nom de James Scott pour celui de James Barn Scott.

A. R. OUGHTRED.

Procureur du requérant.

Montréal, 4 janvier 1901. 223-4

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la Montreal Gas Company demandera la passation d'un bill amendant sa charte en ce qui concerne les pouvoirs de ses actionnaires de voter.

BEIQUE, LAFONTAINE, TURGEON & ROBERTSON.

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 10 janvier 1901. 243-5

Avis public est par le présent donné que le Dr James Peter Pidgeon, de Lewiston, Maine, Etats-Unis, gradué à Victoria et à Laval, s'adressera à la prochaine session de la législature de Québec, pour faire passer un bill pour être autorisé à pratiquer la médecine dans cette province, après examen.

MONTAMBAULT, LANGELIER & VACHON,

Avocats du requérant.

Québec, 21 janvier 1901. 456-3

PUBLIC NOTICE.

Is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Canadian Agency", with power to sell and deal in the securities of Canadian and provincial governments, corporations and companies, and to make advances thereon and also to assist by advances and otherwise, public works and enterprises and the development of businesses of all kinds between the province of Quebec and the ports of the Empire.

MONTAMBAULT, LANGELIER & VACHON,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 26th January, 1901. 582

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec for an act amending the act incorporating Jeffery Hale's Hospital, of the city of Quebec, in, among other, the following respects, to wit: To provide for the election annually of two governors by persons who shall contribute to the maintenance and support of the hospital and by those who make gifts to the endowment fund and for other purposes.

CARON, PENTLAND & STUART.

Quebec, 31st January, 1901. 668

Public notice is hereby given that the school municipality of the city of Sainte-Cunégonde of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a private bill for the purposes of obtaining certain powers and amongst the following :

1. To alter the system of collecting the monthly contributions in order to allow the school master to collect these monthly contributions in the school.

2. For the collection of school taxes and the sale of immovables for the non payment of these taxes.

3. To change the mode of election and most specially to provide that eight days should elapse between the nomination and election of the school commissioners.

ST JULIEN & DEBOUCHERVILLE,

Attorneys for said petitioner.

Montreal, 23rd January, 1901. 490

Public notice is hereby given that James Scott, of the city of Montreal, in the province of Quebec, merchant, will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to change his name from James Scott to James Barn Scott.

A. R. OUGHTRED.

Attorney for applicant.

Montreal, 4th January, 1901. 224

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the Montreal Gas Company will apply for the passing of a bill amending its charter in regard to its voting powers of its shareholders.

BEIQUE, LAFONTAINE, TURGEON & ROBERTSON.

Solicitors for applicants.

Montreal 10th January, 1901. 244

Public notice is hereby given that Dr James Peter Pidgeon, of Lewiston, Maine, in the United States, graduated at Victoria and Laval, will ask at the next session of the Quebec Legislature, for the passation of a bill to authorize him to practise medicine in this province, after examination.

MONTAMBAULT, LANGELIER

& VACHON,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 21st January, 1901. 456

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Allard, cultivateur, François Croteau, cultivateur, William S. Goddard, cultivateur, William Price, cultivateur, et Alex. Bell, cultivateur, du canton d'Ascot; Aimé Proulx, cultivateur et Edmund Hall, cultivateur, du canton de Stoke; Joseph Hébert, cultivateur, Eugène Stacey, cultivateur, J. H. Bell, cultivateur et Moses A. Heath, cultivateur, du canton de Westbury, et Edmond Olivier, cultivateur, Oliva Lemay, cultivateur et Dominique Dubreuil, cultivateur, du canton d'Eaton, pour la passation d'un acte constituant en corporation et municipalité rurale sous le nom de "Saint-Stanislas de Kostka", le territoire suivant situé partie dans les comtés de Sherbrooke, Compton et Richmond, comprenant une superficie d'environ six milles et sept dixièmes de front sur environ cinq milles de profondeur, borné comme suit, savoir : à l'ouest et au nord par la ligne séparant le lot numéro vingt du lot numéro vingt-un, dans les rangs trois, quatre, cinq, six, sept et huit, inclusivement, du canton de Stoke; à l'est par la ligne séparant le lot numéro cinq du lot numéro six, dans les rangs deux et un, inclusivement, du canton de Westbury; par la ligne séparant le lot numéro vingt-un du lot numéro vingt-deux, dans les rangs onze, dix et neuf, inclusivement; par la ligne séparant le lot numéro vingt-quatre du lot numéro vingt-cinq, dans les rangs huit et sept, inclusivement, dans le canton de Eaton; au sud par la ligne séparant le lot numéro vingt et un du lot numéro vingt-deux, dans les rangs un et deux, et la ligne séparant les lots dix-huit et dix-neuf du rang trois, inclusivement, du canton d'Ascot; les dites bornes et la dite municipalité incluent les lots suivants : dans le canton de Stoke, le lot 21 dans le 3ième rang, les lots 21, 22, 23, 24 et 25 du 4ième rang, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 des rangs 5, 6, 7 et 8; dans le canton de Westbury, les lots 3, 4 et 5 du 2ième rang, et 1, 2, 3, 4 et 5 du 1er rang; dans le canton d'Eaton, les lots 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 des rangs 11, 10 et 9, les lots 25, 26, 27 et 28 des rangs 8 et 7; dans le canton d'Ascot, les lots 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 des rangs 1 et 2; 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 du rang 3, pour donner à la dite corporation tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires comme corporation municipale. Elle sera soumise à la loi concernant les corporations rurales quant à la tenue de la première élection municipale pour la constitution du conseil et pour les rôles d'évaluation et de répartition, les règlements, *procès-verbaux* et autres choses de moindre importance.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 28 janvier 1901.

253-2

Avis public est par les présentes donné que Robert Stuart, marchand, Donald McMillan, cultivateur, Finlay Wark, propriétaire de moulin, John W. Mooney, cultivateur, James A. Wallace, cultivateur, tous de Inverness, François Xavier Fréchette, cultivateur, de Wolfestown, Jean Siméon Larochelle, marchand, de Bernierville, et l'honorable N. C. Cormier, marchand, de Plessisville, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les incorporant, et autres personnes qui pourront s'associer à eux, sous le nom de "Le Chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière", pour la construction, l'équipement et la mise en opération d'une ligne de chemin de fer depuis l'endroit appelé Lime Ridge, dans le comté de Wolfe, au site du pont projeté sur le Saint-Laurent, à Québec, à travers les comtés de Wolfe, Mégantic, Lotbinière et Lévis, par la vallée de la rivière Thames, avec pouvoir d'entrer dans la ville de Québec, et pour autres fins.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Procureurs des requérants.

689-2

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Joseph Allard, farmer, François Croteau, farmer, William G. Goddard, farmer, William Price, farmer, and Alex. Bell, farmer, of the township of Ascot; Aimé Proulx, farmer, and Edmund Hall, farmer, of the township of Stoke; Joseph Hébert, farmer, Eugene Stacey, farmer, J. H. Bell, farmer, and Moses A. Heath, farmer, of the township of Westbury, and Edmond Olivier, farmer, Oliva Lemay, farmer, and Dominique Dubreuil, farmer, of the township of Eaton, for the passing of an act to erect into a corporation and rural municipality under the name of "Saint Stanislas de Kostka," the following territory situate partly in the counties of Sherbrooke, Compton and Richmond, comprising an area of about six mile and seven tenths in front by about five miles in depth, bounded as follows, to wit: on the west and north by the line dividing the lot number twenty from lot number twenty-one, in ranges three, four, five, six, seven and eight, inclusively, of the township of Stoke; on the east by the line dividing lot number five from lot number six, in ranges two and one, inclusively, of the township of Westbury; by the line dividing lot number twenty-one from lot number twenty-two, in ranges eleven, ten and nine, inclusively; by the line dividing lot number twenty-four from lot number twenty-five, in ranges eight and seven, inclusively, in the township of Eaton; on the south by the line dividing lot number twenty-one from lot number twenty-two, in ranges one and two, and the line between lots eighteen and nineteen of range three, inclusively, of the township of Ascot; the said boundaries and the said municipality included the following lots: in the township of Stoke, lot 21 in the third range, lots 21, 22, 23, 24 and 25, of the 4th range, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, of the ranges 5, 6, 7 and 8; in the township of Westbury, lots 3, 4 and 5, of the 2nd range, and 1, 2, 3, 4 and 5, of the 1st range; in the township of Eaton, lots 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, of the ranges 11, 10 and 9; lots 25, 26, 27 and 28, of the ranges 8 and 7; in the township of Ascot, lots 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, of the ranges 1 and 2; 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, of the range 3, to give the said corporation all the powers necessary for its existence and the administration of its affairs as a municipal corporation. It shall be subject to the law governing rural corporation except as regards the holding of the first municipal elections for the constitution of the council and for the valuation and assessment rolls, the by-laws, *procès-verbaux* and other matters of minor importance.

PANNETON & LEBLANC,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 28th January, 1901.

254

Notice is hereby given by Robert Stuart, merchant, Donald McMillan, farmer, Finlay Wark, mill owner, John W. Mooney, farmer, James A. Wallace, farmer, all of Inverness; François Xavier Fréchette, farmer, of Wolfestown, Jean Siméon Larochelle, merchant, of Bernierville, and Honorable N. C. Cormier, merchant, of Plessisville, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them and others who may join them, under the name of "The Wolfe, Mégantic and Lotbinière Railway Company," for the construction, equipment and operation of a railway from Lime Ridge, in the county of Wolfe, to the site of the proposed Quebec bridge on the Saint Lawrence, through the counties of Wolfe, Mégantic, Lotbinière and Lévis, by way of the valley of the Thames River, with power to enter the city of Quebec, and for other purposes.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Solicitors for applicants.

690

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Cyprien Georges Tremblay, marchand, Joseph Douillard, cultivateur, Honoré Courtemanche, cultivateur, Cléophas Langlois, cultivateur, Honoré Langlois, cultivateur, Arthur Simard, cultivateur, Henry Leblanc, cultivateur, David Dupuis, cultivateur, Pierre Ménard, cultivateur, Moïse Leblanc, cultivateur et U. Palardy, cultivateur, tous du canton de Hatley, pour la passation d'une loi afin de constituer en une corporation et municipalité rurale sous le nom de "Sainte-Catherine de Hatley", le territoire suivant situé dans le canton de Hatley, dans le district de Saint-François, à savoir : Tous les lots du 10^e et du 9^e rangs, tous les lots du 8^e rang, moins les lots 1, 2 et 3 du dit rang, tous les lots du 7^e rang, moins les lots 1, 2, 3, 4 et 5 du dit rang, tous les lots du 6^e rang, moins les lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du dit rang, tous les lots du 5^e rang, moins les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du dit rang, les lots 22, 23, 24, 25, 26 et 27 du 4^e rang, et les lots 23, 24, 25, 26 et 27 du 3^e rang, afin de donner à la dite corporation tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires comme corporation municipale. Elle sera soumise à la loi concernant les corporations rurales, excepté quant à la tenue de la première élection municipale pour la constitution du conseil et pour les rôles d'évaluation, de cotisation, règlements, procès-verbaux et autres choses de moindre importance.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 30 janvier 1901.

659-2

Avis est donné par Eulodie Virginie Paradis, en religion sœur Marie Léonie; Nathalie Léger, en religion sœur Marie de L'Assomption; Adeline Comeau, en religion sœur Marie de Saint-Charles; Vitaline Lacroix, en religion sœur Louis de Gonzague; Rose de Lima Patenaude, en religion sœur Marie du Perpétuel Secours, toutes résidant dans la cité de Sherbrooke, qu'elles s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'être constituées en corporation, elles et toutes celles qui font et feront partie de la communauté, sous le nom de "Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille", pour faire le service de ménage, de cuisine, prendre soin du service intérieur des séminaires et de toutes les maisons dont le but plus ou moins immédiat est la formation des prêtres; se livrer à toutes occupations qui sont de nature à l'aider à se maintenir, notamment recevoir des pensionnaires laïques ou ecclésiastiques qui désireraient se retirer dans ces maisons; exercer des industries et écouler leurs produits; établir des buanderies, pratiquer tout ouvrage à l'aiguille et au métier; pourvu qu'elle se conforme en cela aux lois de la province et à la direction de l'autorité ecclésiastique; acquérir et posséder des biens meubles et immeubles suivant les règles de la communauté.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des pétitionnaires.

Sherbrooke, 23 janvier 1901.

529-3

Avis Divers

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, sous un mois de la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et toutes

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Cyprien Georges Tremblay, merchant, Joseph Douillard, farmer, Honoré Courtemanche, farmer, Cléophas Langlois, farmer, Honoré Langlois, farmer, Arthur Simard, farmer, Henry Leblanc, farmer, David Dupuis, farmer, Pierre Ménard, farmer, Moïse Leblanc, farmer, and U. Palardy, farmer, all of the township of Hatley, for an act to erect into a corporation and rural municipality by the name "Sainte Catherine of Hatley", the following territory situate in the township of Hatley, in the district of Saint Francis, to wit: All the lots of the 10th and 9th ranges, all the lots of the 8th range, less the lots 1, 2 and 3 of the said range, all the lots of the 7th range, less lots 1, 2, 3, 4 and 5 of the said range, lots of the 6th range, less the lots 1, 2, 3, 4, 5 and 6 of the said range, all the lots of the 5th range, less the lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the said range, the lots 22, 23, 24, 25, 26 and 27 of the 4th range, and lots 23, 24, 25, 26 and 27 of the 3rd range, for the purpose of giving to the said corporation all the powers necessary for its existence and for the administration of its affairs as a municipal corporation. It will be subject to the law concerning rural corporations, except as to the holding of the first municipal election for the constitution of the council, and for the valuation roll, taxes, by-law, minutes and other matters of less importance.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for petitioners.

Sherbrooke, 30th January, 1901.

660

Notice is hereby given by Eulodie Virginie Paradis, in religion sister Marie Léonie; Nathalie Léger, in religion sister Marie de L'Assomption; Adeline Comeau, in religion sister Marie de Saint Charles; Vitaline Lacroix, in religion sister Louis de Gonzague; Rose de Lima Patenaude, in religion sister Marie du Perpétuel Secours, all residing in the city of Sherbrooke, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them and all others who now or shall hereafter form part of the community under the name of "Les Petites Sœurs de la Sainte Famille", to do household work, cook, take charge of the inside service of seminaries and of all institutions the more or less immediate object whereof is the training of priests; to engage in such occupations as may enable them to support themselves and in particular to receive lay or ecclesiastical boarders who may wish to live in such houses; to carry on industries and dispose of the products thereof; to do all sewing or weaving work; provided they comply in this respect with the laws of the province and the direction of the ecclesiastical authorities; to acquire and hold movable and immovable property, in accordance with the rules of the community.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for petitioners.

Sherbrooke, 23rd January, 1901.

530

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies Act, incorporating", the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed

autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la dite compagnie sera : "La Compagnie de tourbe combustible du Canada (limitée)";

2° Le but de la dite compagnie est d'acheter ou autrement acquérir et de vendre, céder ou louer une ou des patentes ou brevet d'invention pour la tourbe combustible ; d'acheter ou autrement acquérir une ou des tourbières ou marais à tourbe et autres terrains et de les vendre ou céder à bail ; d'acheter ou autrement acquérir, ou de bâtir, ériger et opérer des chemins et des chemins à lisse, de fer ou de bois mus par l'électricité ou autre pouvoir, et de les vendre ou autrement céder ; d'acheter ou autrement acquérir, de bâtir, ériger et opérer un ou des moulins et autres machineries pour manufacturer la tourbe en combustible et de la vendre ou céder à bail ; d'acheter ou autrement acquérir et de bâtir, ériger et opérer des bâtiments, maisons, magasins, hôtels et de les vendre ou céder à bail ; d'acheter et vendre des provisions et marchandises et autres fins générales.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la ville de Fraserville, district de Kamouraska, province de Québec.

4° Le capital de la dite compagnie sera de \$100,000.00.

5° Ce capital sera divisé en mille parts ou actions de cent piastres chacune.

6° Les noms, adresse et qualité des requérants sont les suivants, savoir : Jean Delphis Oigny, industriel et mécanicien, de la ville de Saint-Henri, Montréal ; Philippe Horace Anselme Caron, agent d'assurance, (Petit Métis), dans le comté de Matane ; Joseph Pierre Michaud, agent et inspecteur d'assurance, de la ville de Fraserville, dans le comté de Témiscouata ; Pierre Aurèle Parent, gentilhomme, de la paroisse de Saint-Ulric, comté de Matane ; Joseph Elisée Laforest, ferblantier, de la ville de Fraserville, comté de Témiscouata.

7° Les dits Jean Delphis Oigny, Philippe Horace Anselme Caron, Joseph Pierre Michaud, Pierre Aurèle Parent seront les directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous résident au Canada et sont sujets de Sa Majesté.

S. C. RIOU,

Procureur des requérants.

Fraserville, 5 février 1901.

707

Canada, }
Province de Québec. }

Avis public est donné par les présentes, que, pas plus d'un mois après la publication du présent avis, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir par lettres patentes émises sous le grand Sceau, une charte d'incorporation en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The Montmagny Light and Pulp Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation de la compagnie est demandée, est :

(a) De construire et posséder des moulins pour la fabrication de la pulpe et faire le commerce général de la pulpe sous toutes ses formes ; d'acheter et d'acquérir sur la rivière appelée "La Rivière du Sud," ou sur toutes autres rivières ou cours d'eau se déchargeant dans cette rivière, dans le district de Montmagny, ou des pouvoirs d'eau, terres à bois, et tous les terrains et bâtisses nécessaires pour la construction et l'exploitation des dits moulins, et de faire toutes chaussées, quais, piliers et autres constructions nécessaires pour l'exploitation de ces moulins et la fabrication et le commerce de la pulpe,

company, corporate and politic, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Peat Fuel Coy of Canada (limited) ;

2. The purposes within the provision of the act for which incorporation is sought are to buy or otherwise acquire and to sell or let out patents for peat fuel ; to buy, acquire or let peat pits, peat bogs, grounds and sell them ; to buy, let or otherwise acquire, or to build, equip and operate roads and railroads moved by electricity or other power and to sell them ; to buy, let or acquire, build, erect and operate mills for the manufacturing of combustible of turf and to sell or let them out ; to buy, let or acquire and build and erect and operate buildings and stores, hotels and to sell or let them out ; to buy and sell provisions and goods and other general purposes.

3. The head office of said company will be in the town of Fraserville, in the district of Kamouraska, province of Québec.

4. The amount of capital stock of the said company is \$100,000.00.

5. The number of shares is to be one thousand of the par value of hundred dollars, each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Jean Delphis Oigny, industrial and mechanic, of the town of Saint Henri, Montreal ; Philippe Horace Anselme Caron, insurance agent, of Petit Métis, county of Matane ; Joseph Pierre Michaud, agent and insurance inspector, of the town of Fraserville, in the county of Témiscouata ; Pierre Aurèle Parent, yeoman, of the parish of Saint-Ulric, county of Matane ; Joseph Elisée Laforest, tinsmith, of the town of Fraserville, county of Témiscouata.

7. The said Jean Delphis Oigny, Philippe Horace Anselme Caron, Joseph Pierre Michaud, Pierre Aurèle Parent shall be the first or provisional directors of the said company, and all of them are residents of Canada and subjects of Her Majesty.

S. C. RIOU,

Attorney for applicants.

Fraserville, 5th February, 1901.

708

Canada, }
Province of Québec. }

Notice is hereby given that, within one month of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor for the granting by letters patent under the great Seal of a charter of incorporation, under the joint stock companies incorporation act, constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned to wit :

1. The corporate name of the proposed company will be : "The Montmagny Light and Pulp Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To construct and own pulp mills, and to carry on a general trade in wood pulp of all kind and description ; to purchase or acquire on the river called "Rivière du Sud", or any other rivers or streams flowing into the same, in the district of Montmagny, water powers, timber limits and the lands and buildings that may be needed for the erection and working of such mills, and make all dams, wharves, piers, booms and other constructions necessary for the working of said mills and the manufacture and trade of wood pulp, and generally wanted or needed for the undertaking of

et pour tout ce qui peut être exigé pour l'entreprise de la compagnie projetée, et de disposer du tout ou le vendre comme elle le jugera à propos ;

(b) De s'occuper de toutes affaires quelconques en vue de l'éclairage par l'électricité, et en vue de faire mouvoir toutes machineries quelconques au moyen de l'électricité, et à cette fin d'ériger toutes constructions, poteaux, et de faire tous autres travaux nécessaires, dans le district de Montmagny ;

Et (c) D'acheter ou autrement acquérir de toute personne ou compagnie, toutes affaires, franchises, privilèges, en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie projetée, et tous biens-fonds, privilèges, droits, contrats et obligations de ces personnes et compagnies.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la paroisse Saint-Thomas, comté et district de Montmagny, P. Q.

4° Le chiffre projeté du fonds social sera de \$100,000, divisé en 5000 actions de \$20.00 chacune.

5° Les noms au long, l'adresse et la profession de chaque requérant sont comme suit : William Price, de la cité de Québec, marchand de bois ; Paul Geoffroy Owen, de la ville de Montmagny, P. Q., gérant de moulins ; Philippe Couillard Dupuis, de la dite paroisse Saint-Thomas de Montmagny, gérant de "La Compagnie Manufacturière et Electrique de Montmagny" ; Henry alias Harry Price, de la cité de Québec, commis, et James Donald Stewart, de la ville de Montmagny, teneur de livres, tous sujets anglais, et qui seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

J. G. COUTURE,
Procureur des requérants.

735

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes incorporant comme compagnie les personnes ci-après mentionnées, dans les buts suivants :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Saint Paul Land and Hydraulic Company, Limited."

2° L'objet de la compagnie est d'acquérir et développer le pouvoir hydraulique, l'utiliser d'une manière avantageuse pour la production de la chaleur, éclairage ou pouvoir, et d'acquérir des terrains et en disposer

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal.

4° Le fonds social autorisé de la compagnie sera de cent cinquante mille piastres (\$150,000), divisé en actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms des requérants sont : William Robert Miller, de Montréal, agent de change ; George Frederick Benson, de Montréal, marchand ; Edward Archbald, de Montréal, marchand ; Dickson Conyngham Scott Miller, de Montréal, agent de change ; et John Holmes Wallace, de Montréal, agent de change, lesquels sont tous sujets anglais et seront les directeurs provisoires.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1901.

729

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte constituant les requérants et telles autres personnes qui deviendront actionnaires de la compagnie projetée en corps politique et incorporé sous le grand sceau de la province de Québec, de la manière et pour les fins ci-après mentionnées, savoir :

1° Le nom social de la dite corporation sera "La Compagnie du Parc DeLorimier".

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la dite compagnie est demandée, est d'acquérir des terrains pour faire des courses publiques

the proposed company, and to sell or dispose of the same, as the company shall think proper ;

(b) To carry on electric light and power business, and for that purpose erect all works, poles and other constructions necessary in the said district of Montmagny ;

Et (c) To purchase or otherwise acquire from any individual or company any business and all franchises, privileges and letters patent, wholly or in part similar to that of the said proposed company, and any lands, properties, privileges, rights, contracts and liabilities appertaining to the same.

3. The chief place of business of the said company is to be in the parish of Saint Thomas, in the county and district of Montmagny, P. Q.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$100,000, divided into 5,000 shares of \$20.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Price, of the city of Quebec, lumber merchant ; Paul Geoffroy Owen, of the town of Montmagny, P. Q., mill manager ; Philippe Couillard Dupuis, of the said parish of Saint Thomas of Montmagny, manager of "La Compagnie Manufacturière et Electrique de Montmagny" ; Henry alias Harry Price, of the city of Quebec, clerk, and James Donald Stewart, of the town of Montmagny, book-keeper, all of whom are british subjects and will be the first or provisional directors of the said company.

J. G. COUTURE,
Attorney for applicants.

736

Public notice is hereby given that application will be made to Lieutenant Governor of the province of Quebec, for the grant of letters patent to incorporate as a company the persons hereinafter mentioned, for the objects hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "The Saint Paul Land and Hydraulic Company, Limited."

2. The object of the company is the acquisition and development of hydraulic power, the utilization thereof in such manners as the same may be advantageously used for the production of heat, light or power, and the acquisition and disposal of land.

3. The principal place of business of the company will be at Montreal.

4. The authorized capital of the company will be one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000), divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names of the incorporators are : William Robert Miller, of Montreal, stock broker ; George Frederick Benson, of Montreal, merchant ; Edward Archbald, of Montreal, merchant ; Dickson Conyngham Scott Miller, of Montreal, stock broker ; and John Holmes Wallace, of Montreal, stock broker, who are all british subjects and are to be the provisional directors.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,
Solicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1901.

730

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, under the Great Seal of the province of Quebec, as a body politic and corporate, in the manner and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said corporation to be "La Compagnie du Parc DeLorimier."

2. The object for which incorporation of the said company is sought, is to acquire lands to have public races in winter and to have picnics in summer.

en hiver, et en été, faire des piques-niques et procurer et donner des amusements sportifs et récréatifs au public, construire sur les dits terrains des maisons, hangars et dépendances pour y donner et tenir des cirques et expositions agricoles, industrielles et autres ainsi que parties ou jeux de baseball, lacrosse, foot-ball, et autre jeux athlétiques ou toute publiques, louer et transférer les dits terrains, prémisses, maisons et dépendances à d'autres personnes et compagnies.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de \$10,000.00.

5° Le nombre des actions sera de cent, et le montant des actions de \$100.00 chacune.

6° Les requérants sont : Aquilas Cheval, médecin ; Charles Charters, boucher ; Hector Paquet, banquier ; Albert Pierre Pigeon, imprimeur ; Louis Henri Goulet, marchand ; Joseph Girard, boucher ; Charles Wilson, bourgeois ; Victor Decarie, entrepreneur, et Alfred Richard, boucher, tous des cité et district de Montréal et sujets britanniques, lesquels sont les premiers directeurs de la dite compagnie.

GEOFFRION, GEOFFRION,

ROY & CUSSON,

Avocats des requérants.

Montréal, 24 janvier 1901.

559-2

Avis est par le présent donné que dans le cours d'un mois à compter de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle*, les personnes ci-après dénommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes les constituant et tels autres personnes qui devront devenir plus tard actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et corporation en vertu de la section deuxième, chapitre troisième, titre onzième des statuts refondus de la province de Québec et la constitution en corporation des compagnies à fond social sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom corporatif de la compagnie est le suivant : "La Compagnie Desjardins" ;

2° L'incorporation est requise pour les fins suivantes, savoir : La fabrication de tous instruments en usage chez les cultivateurs, faits en fer, en bois et en fonte ; ainsi que l'exploitation d'un magasin général ; et le droit de vendre à commission toutes sortes de produits manufacturés par d'autres compagnies ;

3° Le siège principal de la dite compagnie est et sera dans la paroisse de Saint-André de Kamouraska ;

4° Le montant projeté du capital action est de \$100,000.00 ;

5° Le capital action sera divisé en 1,000 actions de \$100.00 chacune ;

6° Les requérants sont les personnes suivantes :— Charles Alfred Roy dit Desjardins, manufacturier, Saint-André de Kamouraska ; Narcisse Rioux, marchand épicer en gros, de Québec ; Joseph Rioux, marchand, Trois-Pistoles ; Joseph Paradis, manufacturier, de Saint-André de Kamouraska ; Joseph Pierre Alfred Roy dit Desjardins, fondateur, de Saint-André de Kamouraska ; Hector Lachance, marchand, de la ville de Lévis ; Marcellin Pettigrew, comptable, de Québec ; Théophile Darisse, cultivateur, de Saint-André de Kamouraska ; Johnny Ouellet, mécanicien, de Saint-André de Kamouraska ; Cyprien Roy, négociant, de Saint-Germain de Kamouraska.

Les neuf premiers seront les directeurs provisoires.

HUBERT CIMON,

Procureur des requérants.

Québec, 24 janvier 1901.

519-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds

and to procure and furnish games of sport and recreation to the public, to build on the said lands houses, stores and dependencies, to give and hold there circuses and agricultural and industrial and other fairs, as well as games of base-ball, lacrosse, foot-ball, and other athletic games or public matches, to lease and transfer the said lands, premises, houses and dependencies to other persons and companies.

3. The chief business place of the said company will be in the city of Montreal.

4. The proposed amount of the capital stock is \$10,000.00.

5. The number of shares will be one hundred, and the amount of each shall will be \$100.00.

6. The petitioners : are Aquilas Cheval, physician ; Charles Charters, butcher ; Hector Paquet, banker ; Albert Pierre Pigeon, printer ; Louis Henri Goulet, merchant ; Joseph Girard, butcher, Charles Wilson, gentleman ; Victor Decarie, contractor, and Alfred Richard, butcher, all of the city and district of Montreal, and British subjects, who are the first directors of the said company.

GEOFFRION, GEOFFRION,

ROY & CUSSON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 24th January, 1901.

590

Notice is hereby given that within one month from the last publication of this notice in the *Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council for letters patent constituting them and such other persons as may hereafter become shareholders in the said company, a body politic and corporate under section second of chapter third, title eleven of the Revised Statutes of the province of Quebec, and the incorporation of joint stock companies, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is "The Desjardins Company (La Compagnie Desjardins.) ;"

2. Incorporation is sought for the following purposes to wit : the manufacture of all implements used by farmers and made of wrought or cast iron and wood, to keeping a general store ; the right to sell on commission products of all kinds manufactured by other companies ;

3. The principal place of business is and will be in the parish of Saint André de Kamouraska ;

4. The proposed amount of the capital stock is \$100,000.00 ;

5. The capital stock will be divided into 1,000 shares of \$100.00 each ;

6. The petitioners are the following :— Charles Alfred Roy dit Desjardins, manufacturer, Saint André de Kamouraska ; Narcisse Rioux, wholesale grocer, of Québec ; Joseph Rioux, merchant, Trois Pistoles ; Joseph Paradis, manufacturer, of Saint André de Kamouraska ; Joseph Pierre Alfred Roy dit Desjardins, founder, of Saint André de Kamouraska ; Hector Lachance, merchant, of the town of Lévis ; Marcellin Pettigrew, accountant, of Québec ; Théophile Darisse, farmer, of Saint André de Kamouraska ; Johnny Ouellet, machinist, of Saint André de Kamouraska ; Cyprien Roy, trader, of Saint Germain de Kamouraska.

The first nine will be the provisional directors.

HUBERT CIMON,

Attorney for petitioner.

Quebec, 24th January, 1901.

520

Notice is hereby given that, one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating Armand Hudon,

social, incorporant Armand Hudon, médecin, de la cité de Montréal; I. Louis Lafleur, marchand de fer, de la cité de Montréal; M. Humphries Bolger, commis, de Montréal; Thomas Millette, commis, de la ville de Longueuil; Alexandre Millette, gérant, de la ville de Longueuil, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom de "La Compagnie de Prêt et d'Épargne, à responsabilité limitée."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont comme suit :

1° Établir une bibliothèque publique à Montréal; pouvoir acheter et vendre des immeubles dans la province de Québec; faire des prêts d'argent, agir comme administrateurs de succession, fidéicommissaires, caution judiciaire, et à ces fins pouvoir émettre des obligations selon le besoin.

2° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

3° Le montant proposé du fonds social est de \$250,000.00, divisé en cinq mille actions de cinquante piastres chacune.

4° Les premiers directeurs de la compagnie seront Armand Hudon, Alexandre Millette, I. Louis Lafleur, M. Humphries Bolger, Thomas Millette.

ARTHUR JODOIN,

Procureur des requérants.

Montréal, 9 janvier 1901.

197-5

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, incorporant les requérants sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom de la dite compagnie sera : "La Compagnie Électrique d'Hébertville."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquies et posséder des pouvoirs hydrauliques sur la Belle-Rivière, en le comté du Lac Saint-Jean, afin de créer, fournir et vendre l'électricité pour l'éclairage, le chauffage ou la force motrice aux résidents du village et de la paroisse d'Hébertville, ainsi qu'aux autres municipalités, dans le dit comté du Lac Saint-Jean.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village d'Hébertville.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$6,000.00, divisé en 60 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence, profession des requérants, sont comme suit : Alphonse Tremblay, marchand; Elzéar Ouellet, maître de poste; Ferdinand Saulnier, forgeron; Georges Bergeron, cultivateur, tous quatre de la paroisse d'Hébertville, et William Larouche, industriel, du lieu appelé "Dorval", dans le canton Kenogami, province de Québec, lesquels requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GUSTAVE PERRAULT,

Procureur des requérants.

Hébertville, 21 janvier 1901.

441-3

Avis est par le présent donné que, en vertu du testament de feu Henry Bennie, de Très Saint-Sacrement, dans le comté de Châteauguay, dans la province de Québec, toute la propriété et biens du dit feu Henry Bennie ont été confiés à William Wright et James M. Stewart en fidéi-commis, dans les lots suivants :

Que l'un des buts particulièrement désiré par le dit feu Henry Bennie, tel que mentionné dans son dit testament, était de convertir un certain morceau de terre en cimetière, faisant partie de sa dite propriété et décrit comme suit :

Cette partie du lot No 249, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean

physician, of the city of Montreal; I. Louis Lafleur, hardware merchant, of the city of Montreal; M. Humphries Bolger, clerk, of Montreal, Thomas Millette, clerk, of the town of Longueuil; Alexandre Millette, manager, of the town of Longueuil, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name of "La Compagnie de Prêt et d'Épargne, à responsabilité limitée."

The objects for which such incorporation is sought are the following :

1. To establish a public library in Montreal; to have power to purchase and sell real estate in the Province of Quebec; to loan moneys, to act as administrators of estates, as trustees, as sureties before the courts, and for such objects to issue debentures as may be required.

2 The head office of the company will be in the city of Montreal.

3 The proposed capital stock is \$250,000.00, divided five thousand shares of fifty dollars each.

4. The first directors of the company will be Armand Hudon, Alexandre Millette, I. Louis Lafleur, M. Humphries Bolger, Thomas Millette.

ARTHUR GODIN,

Solicitor for petitioners.

Montreal, 9th January 1901.

198

Public notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec in Council, by the persons hereinafter mentioned for letters patent of incorporation, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act of the province of Quebec, incorporating the applicants under the name and for the object hereinafter mentioned :

1. The name of the said company will be "The Hébertville Electric Company" (La Compagnie Électrique d'Hébertville).

2. The object for which incorporation is sought is : to acquire and possess water powers on the Belle Rivière, in the county of Lake Saint John, in order to produce, supply and sell electricity for lighting, heating or motive power to the residents of the village and parish of Hébertville, as well as to other municipalities in the said county of Lake Saint John.

3. The chief place of business of the said company will be in the village of Hébertville.

4. The capital stock of the said company will be \$6,000.00, divided into 60 shares of \$100.00 each.

5. The names at length, the residences and occupations of the applicants, are as follows : Alphonse Tremblay, merchant; Elzéar Ouellet, post master; Ferdinand Saulnier, blacksmith; Georges Bergeron, farmer, all four of the parish of Hébertville, and William Larouche, manufacturer, of the place called "Dorval", in the township of Kenogami, province of Quebec, which said applicants will be the first or provisional directors of the said company.

GUSTAVE PERRAULT,

Solicitor for applicants.

Hébertville, 21st January, 1901.

442

Notice is hereby given that, under the last will and testament of the late Henry Bennie, of Très Saint-Sacrement, in the county of Châteauguay, in the province of Quebec, William Wright and James M. Stewart, of the same place, were granted all the property and estate of the said late Henry Bennie in trust, for the purposes therein set forth :

That one of the purposes particularly desired by the said late Henry Bennie, as shown in his said last will and testament was the making into a cemetery of a certain parcel of land, being part of his said property and described as follows :

That certain portion of lot No. 249, on the official plan and book of reference of the parish of Saint

Chrysostôme, dans le dit comté de Châteauguay, contenant un arpent de largeur sur toute la longueur comprise entre le chemin public de la concession de la Rivière Anglaise, Williamstown et la dite Rivière Anglaise; borné comme suit: au nord-est par le chemin public de la dite concession de la Rivière Anglaise, Williamstown, au sud-ouest par la dite Rivière Anglaise, au sud-est par la partie du dit lot No 249, et au nord-ouest par un chemin.

Que les dits William Wright et James M. Stewart ont, de bonne foi, ont consenti par acte dudit morceau de terre à Robert E. Morris, George Robb, James Rorison, John Anderson, William Allan, John Carmichael, James McGregor Wylie, James Rorison, jr., et George Wright, tous de la dite paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le dit comté de Châteauguay, pour en faire un cimetière en vertu de l'acte des cimetières.

Qu'il y a aucune opposition légale au dite morceau de terre.

Que le bureau de santé de la province a approuvé l'emploi du dit morceau de terre comme cimetière, et que le dit morceau de terre est convenable pour les fins de cimetière sur aucun terrain public.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,**

Procureurs des requérants.

Montreal, 20 décembre 1900.

4447-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les buts ci-après mentionnés:

1° Le nom proposé de la compagnie sera la Compagnie de Pulpe des Chutes de la Chaudière "(The Chaudière Falls Pulp Company)".

2° La principale place d'affaires et le principal bureau d'affaires de la compagnie seront dans la cité de Québec.

3° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$200,000.00, divisé en 2000 actions de \$100.00 chacune.

4° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de bâtir des moulins à pulpe et à papier, de les exploiter, de faire en général le commerce de bois, de pulpe et de papier, de manufacturer la pulpe et le papier, et de faire toutes les opérations en rapport avec ces divers commerces.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont: Henry Atkinson, marchand de bois, Etchemin (Saint-Romuald); Rodolphe Audet, marchand et président de la Banque Nationale, Québec; Charles King, marchand de bois, Québec; W. A. Marsh, manufacturier et directeur de la banque de Québec, Québec; Hon. L. P. Pelletier, C. R., M. P. P., Québec; Herbert M. Price, marchand de bois, Québec; Frank W. Ross, marchand, Québec; Gaspard Lemoine, de la cité de Québec, marchand; H. T. Machin, de la cité de Québec, assistant-trésorier de la province; Georges Ball, député à la Chambre des Communes et marchand de bois, de la ville de Nicolet; J. I. Lavery, C. R., avocat, Québec; L. A. Blanchet, comptable, Québec.

6° Les premiers directeurs ou directeurs provisoires seront les neuf personnes ci-haut en premier lieu mentionnées dans le paragraphe qui précède.

DROUIN & PELLETIER,

Procureurs des requérants.

Québec, 11 janvier 1901.

333-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-

Jean Chrysostome, in the said county of Châteauguay, containing one arpent in width by all the length which is comprised between the public road of the English River concession, Williamstown and the said English River; bounded as follows: to the north east by the public road of the said English River concession, Williamstown, to the south west by the said English River, to the south east by part of said lot No. 249, and to the north west by a road.

That the said William Wright and James M. Stewart have, *bona fide*, executed a deed of the said parcel of land to Robert E. Morris, George Robb, James Rorison, John Anderson, William Allan, John Carmichael, James McGregor Wylie, James Rorison, jr., and George Wright, all of the said parish of Saint Jean Chrysostôme, in the said county of Châteauguay, to hold as a cemetery under the cemetery act.

That there is no lawful adverse claim to the said parcel of land.

That the provincial board of health have approved of the use of the said parcel of land as a cemetery, and that the said parcel of land is not objectionable for cemetery purposes on any public ground.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,**

Attorneys for petitioners.

Montreal, 20th december, 1900.

4448

Notice is hereby given that within one month from the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor for the granting of a charter by letters patent under the provisions of the joint stock companies incorporation act and its amendments, incorporating the petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company as a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned:

1. The name of the company will be the Chaudière Falls Pulp Company, (La Compagnie de Pulpe des Chutes de la Chaudière).

2. The principal place of business and the head office of the company will be in the city of Quebec.

3. The capital stock of the company will be \$200,000.00 divided into 2,000 shares of \$100.00 each.

4. The objects for which incorporation is sought are: to build pulp and paper mills, to work the same, to trade in lumber, pulp and paper generally, to manufacture pulp and paper and to perform all operations connected with such trades.

5. The names at length, the residences and occupations of the petitioners are as follows: Henry Atkinson, lumber merchant, Etchemin (Saint-Romuald); Rodolphe Audet, merchant and president of La Banque Nationale, Québec; Charles King, lumber merchant, Québec; W. A. Marsh, manufacturer and director of the Quebec Bank, Québec; Hon. L. P. Pelletier, Q. C., M. P. P., Québec; Herbert M. Price, lumber merchant, Québec; Frank W. Ross, merchant, Québec; Gaspard Lemoine, of the city of Québec, assistant; H. T. Machin, of the city of Québec, assistant treasurer of the province; Georges Ball, member of the House of Commons and lumber merchant, of the town of Nicolet; J. I. Lavery, Q. C., advocate, Québec; L. A. Blanchet; accountant, Québec.

6. The first or provisional directors will be the nine persons herein above firstly mentioned in the foregoing paragraph.

DROUIN & PELLETIER,

Solicitors for petitioners.

Quebec, 11th January, 1901.

334

Notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the lieutenant governor in council for

gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation comme compagnie à fonds social.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Montreal Coal Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acheter, vendre, importer, expédier et faire le commerce de charbon et autre combustible à commission ou autrement et toutes autres affaires de même nature ou y ayant rapport, y compris le droit d'emmagasiner le charbon et autre combustible, et de donner des reçus d'emmagasinage pour iceux; aussi avec le droit d'acquérir et posséder des chevaux, voitures et équipement, y compris bateaux à vapeur et barges ou autres vaisseaux pour les fins des dites affaires.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cent mille piastres (\$100,000), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit: Albert J. Brown, avocat; William Prescott Sharp, avocat; Robert C. McMichael, étudiant; David James Angus, étudiant, et Francis G. Bush, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous sont sujets anglais.

HALL, CROSS,
BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 17 janvier 1901.

411-4

Province de Québec, }
District électoral de Missisquoi. }

ELECTION DE DECEMBRE 1900.

Etat des dépenses de Joseph J. B. Gosselin, à l'élection du 7 décembre 1900.

Dépenses personnelles du candidat.....	\$13 75
Impression.....	13 50
Salles de comité.....	2 00
Postage, papeterie, express et téléphone...	2 15
	\$31 40

(Signé) Z. E. CORNELL,
Agent.

Assermenté devant moi, à Bedford, ce 4e jour de février 1901.

E. F. CURRIE,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,
E. F. CURRIE,

Officier-rapporteur pour le
district électoral de Missisquoi.

Cet état est ouvert et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins. 717

DISTRICT ELECTORAL DE KAMOURASKA.

Etat des dépenses d'élection du candidat, Louis Rodolphe Roy, à la dernière élection du 7 décembre 1900, certifié par son agent et par lui-même.

Dépenses de l'agent, Joseph Michaud, aucune.	
Dépenses du candidat, chemin de fer et charretiers.....	\$110 00
Dépenses d'hôtel et pension.....	60 00
Papeterie, postages et télégrammes.....	30 00
	\$200 00

(Signé) JOSEPH MICHAUD, agent.
L. R. ROY, candidat.

Ces comptes faits en détail sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins. Fraserville, 5 février 1901.

J. ELZ. POULIOT,
Officier-rapporteur.

761

letters patent of incorporation as a joint stock company.

1. The proposed name of the company is "The Montreal Coal Company."

2. The objects for which incorporation is sought are: to carry on the business of buying, selling, importing, freighting and dealing in coal and other fuel on commission or otherwise, and any other business of a like nature or incidental thereto, including the right to receive coal and other fuel on storage, and to issue warehouse receipts covering the same; also with the right to acquire and own horses, vehicles and equipment, including steam-boats and barges or other vessels for the purpose of such business.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be one hundred thousand (\$100,000) dollars, divided into one thousand (1000) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

5. The names in full, and the addresses and calling of each of the applicants, are as follows:—Albert J. Brown, advocate; William Prescott Sharp, advocate; Robert C. McMichel, student, David James Angus, student, and Francis G. Bush, book-keeper, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company, and all of whom are British subjects.

HALL, CROSS,
BROWN & SHARP,
Solicitors for Applicants.

Montréal, 17th January, 1901.

412

Province of Quebec, }
Electoral district of Missisquoi. }

ELECTION OF DECEMBER, 1900.

Statement of expenses of Joseph J. B. Gosselin, in the election of 7th December, 1900.

Personal expenses of candidate.....	\$13 75
Printing.....	13 50
Committee room.....	2 00
Postage, stationery, express and telephone.	2 15
	\$31 40

(Signed) Z. E. CORNELL,
Agent.

Sworn before me, at Bedford, this 4th of February, 1901.

E. F. CURRIE,
Returning officer

A true copy,

E. F. CURRIE,

Returning officer for
electoral district of Missisquoi.

This statement is open and ready for inspection on payment of twenty cents. 718

ELECTORAL DISTRICT OF KAMOURASKA.

Statement of the election expenses of the candidate, Louis Rodolphe Roy, at the last election of the 7th of December, 1900, certified by his agent and by himself.

Expenses of the agent, Joseph Michaud, none.	
Expenses of the candidate, railways and carters.....	\$110 00
Hotel expenses and board.....	60 00
Stationery, postage and telegrams.....	30 00
	\$200 00

(Signed) JOSEPH MICHAUD, agent.
L. R. ROY, candidate.

These accounts made in detail are open and ready for inspection on payment of twenty cents. Fraserville, 5th February, 1901.

J. ELZ. POULIOT,
Returning officer.

762

DISTRICT ELECTORAL D'ARTHABASKA.

Dépenses d'élection de Monsieur Paul Tourigny, marchand et candidat :
 Pour insertion de l'avis de nomination de l'agent du dit candidat, dans "L'Union des Cantons de l'Est"..... \$.50
 Pension..... 4.50

Total..... \$ 5.00

Les états sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

HENRI LAURIER,
 Officier-rapporteur.

Arthabaskaville, 25 janvier 1901. 723

Province de Québec, }
 District électoral de Missisquoi. }

ELECTION DE DECEMBRE 1900.

Etat des dépenses de Arthur H. Gilmour, à l'élection du 7 décembre 1900.

Dépenses personnelles du candidat. \$ 35 00
 Impression..... 72 00
 Listes des électeurs..... 5 00
 Salles de comité..... 8 00
 Salles pour tenir des assemblées.. 30 00
 Téléphone et télégraphe..... 8 72

\$ 158 72

(Signé) F. X. A. GIROUX,
 Agent.

Assermenté devant moi, à Sweetsburg, ce 25e jour de janvier 1901.

E. F. CURRIE,
 Officier rapporteur.

Vraie copie,

E. F. CURRIE,
 Officier rapporteur

pour le district électoral de Missisquoi.

Cet état est ouvert et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins. 719

DISTRICT ELECTORAL DE LOTBINIERE.

Sainte-Croix, 19 janvier 1901.

Depenses d'élection du candidat, Nap. Lemay, à l'élection du 7 décembre dernier.

Pour dépenses personnelles du candidat.... \$21 56
 Pour voitures et salles pour les assemblées. 20 00
 Pour papeterie, messages, frais de poste, de télégramme, de téléphone..... 3 84

\$45 40

LS. LEMAY, N. P.

Les états sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

697 J. A. AUGER,
 Officier-Rapporteur.

DISTRICT ELECTORAL D'YAMASKA.

ÉLECTION DE NOVEMBRE 1900.

Dépenses d'élection du candidat, Louis Jules Allard.

Dépenses personnelles d'hôtellerie. \$ 6 00
 Frais de voitures..... 4 00
 Impressions, loyer de comité, etc.. 11 00

\$21 00

Saint-François du Lac, 30 janvier 1901.

OMER JOYAL,
 Agent du candidat.

Les états sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

731 O. E. COURCHESNE,
 Officier rapporteur.

ELECTORAL DISTRICT OF ARTHABASKA.

Election expenses of Mr. Paul Tourigny, merchant and candidate.

For the insertion in the paper "L'Union des Cantons de l'Est," of the nomination of the election agent..... \$.50
 Boarding..... 4.50

Total..... \$ 5.00

The above statements are open and subject to inspection on payment of twenty cents.

HENRI LAURIER,
 Returning officer.

Arthabaskaville, 25th January, 1901. 724

Province of Quebec, }
 Electoral district of Missisquoi. }

ELECTION OF DECEMBER, 1900.

Statement of expenses of Arthur H. Gilmour, at election of 7th December, 1900.

Personal expenses of candidate... \$ 35 00
 Printing..... 72 00
 Voters lists..... 5 00
 Committee room..... 8 00
 Halls for holding meetings..... 30 00
 Telephone and telegraph..... 8 72

\$158 72

(Signed) F. X. A. GIROUX,
 Agent.

Sworn before me, at Sweetsburg, this 25th January, 1901.

E. J. CURRIE,
 Returning officer.

A true copy,

E. F. CURRIE,
 Returning officer

for electoral district of Missisquoi.

This statement is open and ready for inspection on payment of twenty cents. 720

ELECTORAL DISTRICT OF LOTBINIERE.

Sainte Croix, 19th January, 1901.

Election expenses of the candidate, Nap. Lemay, at the election of the 7th of December last.

For the candidate's personal expenses.... \$21 56
 For vehicles and halls for meetings..... 20 00
 For stationery, messages, costs of postage, telegrams and telephones..... 3 84

\$45 40

LS. LEMAY, P. N.

The statements are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

698 J. A. AUGER,
 Returning officer.

ELECTORAL DISTRICT OF YAMASKA.

ELECTION OF NOVEMBER, 1900.

Election expenses of the candidate, Louis Jules Allard.

Personal hotel expenses..... \$ 6 00
 Hire of vehicles..... 4 00
 Printing, rent of committees &c.. 11 00

\$ 21 00

Saint François du Lac, 30th January, 1901.

OMER JOYAL,
 Agent of the candidate.

The statements are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

732 O. E. COURCHESNE,
 Returning officer,

Etat des dépenses de Jules Alfred Lane, écuyer, avocat, candidat à la dernière élection provinciale, d'un député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour la division électorale de Québec-Est.

Impressions.....	\$113 88
Papeterie.....	26 33
Télégrammes, téléphones, lumières et installations.....	132 06
Loyer des comités.....	109 00
Orateurs.....	71 75
Chauffage, louage de meubles, menuiserie.....	18 00
Distribution des circulaires.....	15 00
Salaires des secrétaires, assistants et messagers des comités.....	115 00
Voitures pour orateurs, pour distribution des avis et pour le candidat personnellement.....	72 50

\$673 52

Je certifie que le compte ci-dessus est un état exact de mes dépenses à la dite élection.

Québec, 22 janvier 1901.

(Signé) J. A. LANE,
Candidat.

Attesté sous serment devant moi à Québec, ce 4^e jour du mois de février 1901.

(Signé) CYRILLE F. DELAGE,
O. R. de Q.-Est.

Vraie copie de l'état des dépenses qui a été déposé à mon bureau par M. J. A. Lane, candidat.

733 CYRILLE F. DELAGE,
Officier-rapporteur de Québec-Est.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

No 9.

Dame Rosalie Lebeau, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, étant dûment autorisée, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Magloire Dansereau, marchand, du même lieu.

GOSSELIN & ST. CYR,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean, 5 février 1901. 767

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 163.

Dame Emilie Gagné, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de J. Alonzo Létourneau, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit J. Alonzo Létourneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

PELLETIER & LÉTOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 1^{er} février 1901. 751

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2690.

Dame Louisa Lespérance, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Ernest Dupont, marchand, de la cité de Montréal.

G. A. MARSAN,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 25 janvier 1901. 595-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 96.

Dame Elizabeth Callaghan, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas Marks, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

GILMAN & BOYD,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 janvier 1901. 525-3

Statement of the expenses of Jules Alfred Lane, esquire, advocate, candidate at the last provincial election of a member of the Legislative Assembly of the province of Quebec, for the electoral district of Quebec East.

Printing.....	\$113 88
Stationery.....	26 33
Telegrams, telephones, lights and installations.....	132 06
Rent of committee rooms.....	109 00
Speakers.....	71 75
Fuel, hire of furniture, joiner's work.....	18 00
Distribution of circulars.....	15 00
Salaries of secretaries, assistants and messengers of committees.....	115 00
Vehicles for speakers, for distributing notices and for the candidate personally.....	72 50

\$673 52

I certify that the above account is an exact statement of my expenses at the said election.

Quebec, 22nd January, 1901.

(Signed) J. A. LANE,
Candidate.

Attested on oath before me at Quebec, the 4th day of the month of February, 1901.

(Signed) CYRILLE F. DELAGE,
R. O. Q. East.

True copy of the statement of expenses which has been filed in my office by Mr. J. A. Lane, candidate.

734 CYRILLE F. DELAGE,
Returning officer Quebec East.

Superior Court—District of Iberville.

No. 9.

Dame Rosalie Lebeau, of the town of Saint John, district of Iberville, being duly authorized, has taken, this day, an action for separation of property against her husband, Magloire Dansereau, merchant, of the same place.

GOSSELIN & ST. CYR,
Attorneys for the plaintiff.

Saint John, 5th February, 1901. 768

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 163.

Dame Emilie Gagné, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J. Alonzo Létourneau, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said J. Alonzo Létourneau, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for plaintiff

Montreal, 1st February, 1901. 752

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2690.

Dame Louisa Lespérance, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Ernest Dupont, merchant, of the city of Montreal.

G. A. MARSAN,
Attorney for plaintiff

Montreal, 25th January, 1901. 596

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 96.

Dame Elizabeth Callaghan, of the town of Westmount, in the district of Montreal, wife common as to property of Thomas Marks, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GILMAN & BOYD,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd January, 1901. 526

Cour Supérieure.—Québec.

No 2212.

Dame Josephine Fortin, épouse de Joseph Eloi Jalbert, originairement du Cap Saint-Ignace, et étant maintenant en la cité de Québec,
Demanderesse ;

vs

Joseph Eloi Jalbert, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse en cette cause, contre son mari, le défendeur.

DROUIN ET PELLETIER,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 28 janvier 1901.

591-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 103.

Dame Alexina Mayer, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Charbonneau, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Charles Charbonneau, machiniste, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 25 janvier 1901.

639-2

Canada, }
Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6762.

Dame Elizabeth Jane McVicker, de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le district de Bedford, épouse de Elisha M. Vosburgh, du même lieu, maintenant temporairement de la ville de Stanstead, dans le district de Saint-François, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice dans cette cause, Demanderesse ;

vs

Le dit Elisha M. Vosburgh, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

GEO. CAPSEY,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 7 janvier 1901.

505.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 50.

Dame Marie Maillé, du village de Saint-Raphael de l'Ile Bizard, district de Montréal, épouse commune en biens de Damase Boileau, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester aux présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Damase Boileau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette affaire.

MONK & BAKER,

Avocats de la demanderesse

Montréal, 18 janvier 1901.

443-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2248.

Dame Emma Sénécal, épouse commune en biens de Napoléon Boileau, entrepreneur, du village de Saint-Raphaël de l'Ile Bizard, district de Montréal, dûment autorisée à ester aux présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Boileau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette affaire.

MONK & BAKER,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, janvier 1901.

481-3

Superior Court.—Quebec.

No. 2212.

Dame Josephine Fortin, wife of Joseph Eloi Jalbert, originally of Cap Saint Ignace, and being now in the city of Quebec,
Plaintiff ;

vs.

Joseph Eloi Jalbert, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against her husband, the defendant.

DROUIN & PELLETIER,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 28th January, 1901.

592

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 103.

Dame Alexina Mayer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Charbonneau, machinist, of the same place, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

Charles Charbonneau, machinist, of the same place, Defendant.
An action for separation as to bed and property has been, this day, instituted in this cause

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th January, 1901.

640

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6762.

Dame Elizabeth Jane McVicker, of the parish of Saint George of Clarenceville, in said district of Bedford, wife of Elisha M. Vosburgh, of the same place, now temporarily of the town of Stanstead, in the district of Saint Francis, farmer, and judicially authorized to ester en justice in this cause. Plaintiff ;

vs.

The said Elisha M. Vosburgh, Defendant.
An action in separation as to property, has been instituted this day, in this cause.

GEO. CAPSEY,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 7th January, 1901.

506

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 50.

Dame Marie Maillé, of the village of Saint Raphael de l'Ile Bizard, district of Montreal, wife common as to property of Damase Boileau, contractor, of the same place, hereto duly authorized, Plaintiff ;

vs.

Said Damase Boileau, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this matter.

MONK & BAKER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th January, 1901.

444

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2248.

Dame Emma Sénécal, of the village of Saint Raphaël de l'Ile Bizard, district of Montreal, wife separate as to property of Napoléon Boileau, contractor, of the same place, hereto duly authorized, Plaintiff ;

vs

Said Napoléon Boileau, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this matter.

MONK & BAKER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, January, 1901.

482

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 7.

Albertine Royer, village de Mégantic, dit district,
épouse de Joseph Bureau, commis, du même
lieu, Demanderesse ;

vs.

Joseph Bureau, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens des parties, a
été intentée, ce jour.

J. A. GAUDET,
Procureur de la demanderesse.

15 janvier 1901. 415-6

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE
CHAMPLAIN.

*Aux contribuables et intéressés dans la municipalité
du comté de Champlain.*

AVIS PUBLIC.

Bureau du conseil municipal du comté de
Champlain.

Sainte-Geneviève de Batiscan,
28 janvier 1901.

Avis public est par le présentes donné par David
Tancrede Trudel, secrétaire trésorier du dit conseil,
domicilié dans la paroisse de Sainte-Geneviève de
Batiscan, que la résolution suivante adoptée par le
conseil municipal susdit, le vingt-neuf de juin der-
nier, a été approuvée par le lieutenant-gouverneur
en conseil, le seize du courant.

Proposé par M. le conseiller Trefflé Gagnon,
secondé par M. le conseiller Joseph Hubert Mar-
childon :

Que le territoire situé dans la dite paroisse de
Saint-Stanislas, comprenant les lots de terre numé-
ros trente-cinq, trente-six, trente-sept et trente-
huit (Nos 35, 36, 37 et 38), du cadastre officiel de la
dite paroisse de Saint-Stanislas, soit démembré de la
dite paroisse de Saint-Stanislas, et annexé à la dite
paroisse de Saint-Séverin, suivant les dispositions
du Code municipal.—Adoptée.

D. T. TRUDEL,
681-2 Secrétaire-trésorier, C. M. C. C.

AVIS.

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU
CANADA.

Des séances spéciales de la cour de l'Echiquier du
Canada pour l'instruction de causes, etc., auront
lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que
quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction
et inscrite pour audition au bureau du registraire de
la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour
fixé pour telle séance, et si aucune cause ou affaire
est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance,
alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal,
P. Q., commençant mardi, le 11e jour de juin A. D.,
1901, à 11 heures a. m.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P.
Q., commençant mardi, le 18e jour de juin A. D.,
1901, à 11 heures a. m.

Par ordre,
L. A. AUDETTE,
637-2 Régistraire.

PROVINCE OF QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ DE LA SECON-
DE DIVISION DU COMTÉ DU LAC
SAINT-JEAN.

Avis public est par les présentes donné par Joseph
Charles Lindsay, secrétaire-trésorier, que par une

Province of Quebec, }
District of Saint Francois. } *Superior Court.*
No. 7.

Albertine Royer, village of Megantic, said district,
wife of Joseph Bureau, clerk, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

Joseph Bureau, of the same place, Defendant.
An action for separation of the parties, as to
property, was instituted this day.

J. A. GAUDET,
Attorney for plaintiff.

15th January, 1901. 416

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
CHAMPLAIN.

*To the rate payers and interested parties in the muni-
cipality of the county of Champlain.*

PUBLIC NOTICE.

Office of the municipal council of the county of
Champlain.

Sainte Geneviève de Bastican.
28th January, 1901.

Public notice is hereby given by David Tancrede
Trudel, secretary treasurer of the said council,
domiciled in the parish of Sainte Geneviève de
Batiscan, that the following resolution passed by
the municipal council aforesaid, on the twenty-ninth
day of June last, has been approved by the Lieut-
enant Governor in Council, on the sixteenth instant.

Moved by councillor Trefflé Gagnon, seconded by
councillor Joseph Hubert Marchildon :

That the territory situated in the said parish of
Saint Stanislas, comprising the lots of land numbers
thirty-five, thirty-six, thirty-seven and thirty eight
(Nos. 35, 36, 37 and 38), of the official cadastre of
the said parish of Saint Stanislas, be dismembered
from the said parish of Saint Stanislas, and annexed
to the said parish of Saint Severin, pursuant to the
provisions of the municipal code.—Carried.

D. T. TRUDEL,
682 Secretary treasurer, M. C. C. C.

NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

Special sittings of the Exchequer court of Canada,
for the trial of cases, &c., will be holden at the
following times and places, provided that some case
or matter is entered for trial or set down for hear-
ing at the office of the registrar of the court, at
Ottawa, at least ten days before the day appointed
for such sitting, and if no case or matter is so
entered or set down for any such sitting, then the
same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Montreal, P. Q.,
commencing on Tuesday, the 11th day of June,
A. D. 1901, at 11 A. M.

At the court house, in the city of Quebec, P. Q.,
commencing on Tuesday, the 18th day of June,
A. D. 1901, at 11 A. M.

By order,
L. A. AUDETTE,
638 Registrar.

PROVINCE OF QUEBEC.

COUNTY MUNICIPALITY OF THE SECOND
DIVISION OF THE COUNTY OF LAKE
SAINT JOHN.

Notice is hereby given by Joseph Charles Lind-
say, secretary treasurer, that by a resolution of the

résolution du conseil municipal de comté de la seconde division du comté du Lac Saint-Jean, adoptée à une session du dit conseil, tenue le douze septembre dernier (1900), et approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du seize janvier courant (1901), et dont avis a été reçu par le soussigné, le vingt janvier aussi courant (1901). Le canton Girard a été annexé à la municipalité du canton Normandin.

Donné sous mon seing, à Roberval, ce vingt-deuxième jour de janvier mil neuf cent un.

J. C. LINDSAY,
Secrétaire-trésorier, comté municipal de comté,
seconde division du Lac Saint-Jean.
571-2

AVIS PUBLIC.

Bureau de la Commission des chemins à Barrières de Montréal.

Une assemblée des porteurs de débetures de la Commission des chemins à Barrières de Montréal, sera tenue au bureau de la Commission, No 180, rue Saint-Jacques, Montréal, mardi, le 12e jour de février 1901, à dix heures de l'avant-midi, dans le but d'élire trois syndics, conformément aux dispositions de l'acte de la législature de la province de Québec, 58 Victoria, chapitre XLIV.

L. HYP. SENEAL,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 21 janvier 1901. 625-2

Avis de Faillites

Avis public est donné que Joseph Gilbert, de la cité de Québec, marchand, a, ce jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

D. ARCAND,
Gardien provisoire.
Québec, 4 février 1901. 715

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. }
Dans l'affaire de Ulric Blanchard, contracteur, du village de la Providence, Failli.
Le soussigné donne avis qu'il a été nommé curateur aux biens du dit failli.

Des réclamations attestées sous serment doivent être produites entre les mains du soussigné, sous trente jours de cet avis.

F. X. A. BOISSEAU,
Saint-Hyacinthe, 30 janvier 1901. 703

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Esdras Paradis, Plessisville, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 31 janvier 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession. Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.
Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 6 février 1901. 757

municipal county council of the second division of the county of Lake Saint John, passed at a meeting of the said council held on the twelfth day of September last (1900), and approved by His Honor the Lieutenant Governor, by order in council dated the sixteenth of January instant (1901), and whereof notice was received by the undersigned on the twentieth of January instant (1901). The township Girard was annexed to the municipality of the township Normandin.

Given under my seal, at Roberval, this twenty-second day of January, one thousand nine hundred and one.

J. C. LINDSAY,
Secretary treasurer of the municipal county council
of the second division of Lake Saint John.
572

PUBLIC NOTICE.

Montreal Turnpike Trust.

A meeting of the bonds holders of the Montreal Turnpike Trust, will be held at the office of the Trust, No. 180, Saint James street, Montreal, on Tuesday, the 12th day of February, 1901, at ten o'clock in the forenoon, for the purpose of electing three trustees, in accordance with the provisions of the act of the legislature of the province of Quebec, 58 Victoria cap. XLIV.

L. HYP. SENEAL,
Secrétaire trésorier.
Montreal, 21st January, 1901. 626

Bankrupt Notices

Notice is given that Joseph Gilbert, of the city of Quebec, merchant, has, this day, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, to the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec.

D. ARCAND,
Provisional guardian.
Quebec, 4th February, 1901. 716

Province of Quebec, }
District of St Hyacinth }
In the matter of Ulric Blanchard, contractor, of the village of Providence, Insolvent.
The undersigned gives notice that he has been appointed curator to the estate of the said insolvent. Claims attested under oath must be filed claims at his office, within thirty days from this notice.

F. X. A. BOISSEAU,
Saint Hyacinth, 30th January, 1901. 704

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } Superior Court.
In the matter of Esdras Paradis, Plessisville, Insolvent.

Notice is hereby given that by virtue of an order of the court, dated 31st January, 1901, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.
Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 6th February, 1901. 758

Règle de Cour

Province de Québec, } *Cour de Circuit pour le*
 District de Montréal. } *district de Montréal.*
 No 15821.

Le 11e jour de janvier 1901.

Présent : L'honorable M. le juge DORION.

Fred. O. Lewis *et al.*, Demandeurs ;

vs.
 Henry F. Sturgess *et al.*, Défendeurs ;

et
 Dame Mary Ann Brummell, Opposante.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers des dits Henry F. Sturgess *et al.*, les défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite *Gazette*, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité des articles 603 et 604 du code de procédure civile.

(Par ordre)

J. CARTIER,
 Dép. G. C. C.

A. L. RINFRET,
 Avocat de l'opposante.

721

Rule of Court

Province of Quebec, } *Circuit Court for the district*
 District of Montreal. } *of Montreal.*
 No. 15821.

The 11th day of January, 1901.

Present : The Honorable Mr. Justice DORION.

Fred. O. Lewis *et al.*, Plaintiffs ;

vs.
 Henry F. Sturgess *et al.*, Defendants ;

and
 Dame Mary Ann Brummell, Opposante.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Henry F. Sturgess *et al.*, the defendants in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said *Gazette*, accompanied by statement or account under oath in accordance with the 603rd and 604th articles of the code of civil procedure.

(By order)

J. CARTIER,
 Dep. C. C. C.

A. L. RINFRET,
 Attorney for opposant.

722

Licitation

LICITATION

Avis est donné qu'en vertu du jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 5 février 1901, dans une cause dans laquelle Dame Odile Gourre, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Hilaire Leblanc, commis, du même lieu, et le dit Hilaire Leblanc pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, est Demanderesse, et Dame Aimée Stéphanie Leroux, propriétaire, demeurant à Honfleur, en France, veuve de feu François Gustave Biette, en son vivant du même lieu ; Clara Berthe de Valkanaer, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Rouen, en France ; Louis Liévin de Valkanaer, mécanicien, domicilié à Yeldham Road, Hemmersmith, Londres, Angleterre ; Gaston Joseph de Valkanaer, de Rouen, France, et Joseph Albert de Valkanaer, du dit lieu de Rouen, France, sont Défendeurs, ordonnant le dit jugement la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

A. Un lot de terre converti en *franc alev roturier*, situé dans la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, contenant vingt pieds de front sur quatre-vingt-deux pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins sans garantie de mesure précise, connu sous le numéro vingt-un (21), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, et borné comme suit : en front par la rue Craig, d'un côté par le numéro officiel vingt (20), du même quartier Saint-Louis, et de l'autre côté par le numéro officiel vingt-deux (22), du même quartier, et en arrière par un passage mitoyen à l'usage de la dite propriété et des deux propriétés avoisinantes—avec une maison en briques à trois étages et dépendances dessus érigées ; le mur du pignon sud-ouest de la dite maison étant mitoyen, tel qu'il appert par acte passé entre le dit feu Victor Leroux et Dame Louis Durocher, devant M. E. Messier, notaire, le 28 mars 1868.

B. Un lot de terre converti en *franc alev roturier*, situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, connu sous le numéro dix-huit (18), aux plan et livre de renvoi de la subdivision du numéro offi-

Licitation

LICITATION.

Public notice is hereby given that under a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the fifth of February instant (1901), in a cause in which Dame Odile Gourre, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Hilaire Leblanc, clerk of the same place, and the said Hilaire Leblanc to authorize his said wife for the purpose hereof, is Plaintiff ; and Dame Aimée Stéphanie Leroux, land owner, leaving at Honfleur, in France, widow of François Gustave Biette, in his lifetime of the same place ; Clara Berthe de Valkanaer, spinster, of the town of Rouen, France ; Louis Liévin de Valkanaer, machinist, residing at Yeldham Road, Hemmersmith, London, England ; Gaston Joseph de Valkanaer, of Rouen, in France, and Joseph Albert de Valkanaer, of the said place of Rouen, in France, are defendants, ordering the licitation of the followings immovables, to wit :

A. A lot of land being in *franc alev roturier*, situated in the city of Montreal, in Saint Louis ward, containing twenty feet (20) front and eighty-two feet in length, english measure, more or less, without warranty as a precise mesure, known as number twenty-one on the plan (21) and in the book of reference of said Saint Louis ward, bounded as followed : in front by Craig street, on one side by official number twenty (20), of the said Saint Louis ward, and on the other side by official number twenty-two (22), of same ward, and in the rear by a common passage for the usage of said property and of the two next properties—with a brick house three stories and other buildings thereon erected ; the south-west gable wall being common, as it appears in a deed passed between late Victor Leroux and Dame Louis Durocher, before Mre E. Messier, notary, the 28th of March, 1868.

B. A lot of land in *franc alev roturier*, situated in the city of Montreal, in Saint Louis ward, known as number eighteen (18), on the plan and book of reference of the official subdivision of lot 939, of

ciel neuf cent trente-neuf (939), du dit quartier Saint-Louis, contenant cinquante-quatre pieds, et de là prenant une largeur de cinquante-neuf pieds jusqu'à une profondeur totale de soixante-douze pieds, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, et borné comme suit : en front par la rue Cadieux, en arrière par le numéro officiel 939-2, du dit quartier Saint-Louis, et par parties des Nos 939-1, 939-3, du dit plan de subdivision, du côté nord-ouest par le No 939-17, et du côté sud-est par le No 939-19, du même plan de subdivision pour partie et pour le reste par un passage de dix pieds de large à l'usage commun du lot de terre présentement décrit et du lot voisin portant le No 939-19—avec une maison en brique à deux étages et divisée en trois logements.

C. Un lot de terre converti en franc alevu roturier, suivant acte de commutation accordé par Théodore Hart, écuyer, seigneur du fief Closse, devant M^{re} T. Doucet, notaire, le 17 décembre 1864, et situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, de la contenance de quarante-deux pieds et sept pouces de front, et quarante-deux pieds dans l'arrière ligne sur quarante-huit pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins ; tenant devant à la rue Saint-Dominique, derrière aux représentants de feu William Scott, du côté sud-est à Etienne Guy, et de l'autre côté au nord-ouest à James Griffin, représentant Jean Baptiste Homier—avec une maison en brique à deux étages et autres bâties qui s'y trouvent, le dit lot de terre désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro deux cent cinquante (250), et comme contenant quarante-trois pieds et huit centièmes de pieds de front sur une profondeur irrégulière, le tout formant deux mille treize pieds en superficie, mesure anglaise.

Que les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIEME jour de MARS 1901, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 février 1901. 755

[Première publication, 9 février 1901.]

said Saint Louis ward, containing 54 feet, and taking there a width of fifty-nine (59) feet to a total length of seventy-two (72) feet, english measure, more or less ; and bounded as follows : in front by Cadieux street, in rear by official lot No 939-2, of said Saint Louis ward, and by parts of lots No. 939-1 and 939-3, of said plan of subdivision, on the north west side by number 939-17, and on the south west side by number 939-19, of said plan of subdivision for part and for the balance by a passage of ten (10) feet of width for the common usage of lot presently describe and of next known as number 939-19—with a two stories brick house divided in three houses.

C. A lot of land in franc alevu roturier, according to an act of commutation by Theodore Hart, esq., landlord of fief Closse, before Mr. T. Doucet, notary, the 17th of December, 1864, and situated in the city of Montreal, in the Saint Louis ward, containing forty-two feet (42) and seven (7) inches in front, and forty-two feet in the rear line and forty-eight (48) feet of length, english measure, more or less ; bounded in front by Saint Dominique street, behind by the heirs of late William Scott, of the south east side to Etienne Guy, and on the other side to the north west to James Griffin, representing Jean Bte. Homier—with a two stories brick house, and other buildings thereon erected, said lot known and designed on the plan and in the book of reference of said Saint Louis ward, as number two hundred and fifty (250), and as containing forty-three feet (43) and eight hundredths of a foot in width by an irregular length, forming a total area of two thousand and thirteen feet, english measure.

The properties above describe will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the ELEVENTH day of MARCH, 1901, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & LABELLE,

Plaintiffs attorneys.

Montreal, 6th February, 1901. 756

[First published, 9th February, 1901]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

Sheriff's Sales—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **PAUL TOURIGNY,**
No 410. } Demandeur ; contre

JOSEPH DESRUISSEUX, Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Albert de Warwick, connue et désignée comme étant le numéro neuf cent vingt (920), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Warwick, dans le huitième rang—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Albert de Warwick, le VINGT-

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **PAUL TOURIGNY,** Plain-
No. 410. } tiff ; against **JOSEPH**
DESRUISSEUX, Defendant.

A farm lying and situate in the parish of Saint Albert of Warwick, known and distinguished under number nine hundred and twenty (920), of official plan and book of reference for the township of Warwick, in the eighth range—with the buildings thereon made, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Albert of Warwick, on the TWENTY-FIRST day

UNIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 11 janvier 1901. 343-2
[Première publication, 19 janvier 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } JEREMIE BACHAND,
District de Bedford. } FILS, débiteur; et GEOR-
No. 128. } GE F. PAYNE, requérant;
et JOSEPH LEOPOLD DOZOIS, curateur.

1° Tout le lot numéro vingt-sept (27), des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Pudentienne, dans le district de Bedford, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations.

2° Une autre étendue de terre située dans la paroisse de Sainte-Pudentienne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, comme étant le lot numéro deux A (2 A), du deuxième rang du canton de Milton, contenant trente et un acres et demi en superficie, plus ou moins—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations.

3° Un autre morceau de terre situé dans la dite paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le dit district de Bedford, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, comme étant le lot numéro deux D (2 D), du deuxième rang du canton de Milton, contenant environ dix (10) acres de terre en superficie—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations.

Les trois morceaux de terre pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le village de Sainte-Pudentienne et district de Bedford, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 1er février 1901. 727

[Première publication, 9 février 1901.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montreal, à savoir: } SAMUEL CRAIG et SID-
No 2347. } NEY CROYSBILL, tous

deux courtiers, des cité et district de Montreal, y faisant affaires ensemble en société sous le nom de "S. Craig & Company," Demandeurs; contre les terres et tenements DES HERITIERS de feu Patrick Kenny, en son vivant des cité et district de Montreal, décédé le ou vers le 19 avril 1900, Défendeurs, maintenant entre les mains et en possession de William F. Sharawood, de la dite cité de Montreal, commis, en sa qualité de curateur nommé à la succession vacante du dit feu Patrick Kenny, auquel une copie du jugement rendu le dixième jour de

of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 11th January, 1901. 344
[First published, 19th January, 1901.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } JEREMIE BACHAND,
District of Bedford. } FILS, debtor; and GEOR-
No. 128. } GE F. PAYNE; Petitioner;
and JOSEPH LEOPOLD DOZOIS, Curator.

1. The whole of the lot number twenty-seven (27), of the official plan and book of reference of the village of Sainte Pudentienne, in the district of Bedford, containing fifty acres of land in superficies, more or less—together with the buildings and improvement thereon.

2. Another tract of land situate in the parish of Sainte Pudentienne, known and described according to the official plan and book of reference of said parish, as being lot number two A (2 A), of the second range of the township of Milton, containing thirty-one acres and a half in superficies, more or less—together with all the buildings and improvements thereon.

3. Another piece of land situate in the said parish of Sainte Pudentienne, in said district of Bedford, known and described according to the official plan and book of reference of said parish, as being lot number two D (2 D), of the second range of the township of Milton, containing about ten (10) acres of land in superficies—together with the buildings and betterments thereon.

The said three pieces of land to be sold *en bloc*, at the church door of the parish of Sainte Pudentienne, in the village of Sainte Pudentienne and district of Bedford, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at the hour of NINE of the clock in forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 1st February, 1901. 728

[First published, 9th February, 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SAMUEL CRAIG AND
No. 2347. } SIDNEY CROYSBILL, both

brokers, of the city and district of Montreal, and there doing business as such together in partnership under the style of "S. Craig & Company", Plaintiffs; against the lands and tenements of THE HEIRS of the late Patrick Kenny, in his lifetime of the city and district of Montreal, deceased on or about the 19th April, 1900, Defendant, now in the hands and possession of William F. Sharawood, of the said city of Montreal, clerk, in his quality of curator appointed to the vacant succession of said late Patrick Kenny, upon whom a copy

septembre dernier (1900), dans cette cause, a été servie le quinzième jour de janvier 1901, mis en cause.

Saisis comme appartenant et en la possession du dit mis en cause, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, étant le numéro mille trente-quatre (1034), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne; borné en front par la rue Little Manufacturers—avec bâtisses y érigées.

2° Un autre lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, étant le numéro mille trente-cinq (1035), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne; borné en front par la rue Little Manufacturers—avec circonstances et dépendances.

3° Un autre lot de terre situé dans la cité de Montréal, étant le numéro mille trente-six (1036), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne; borné en front par la rue Little Manufacturers—avec circonstances et dépendances.

4° Un autre lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, étant le numéro trois mille quatorze (3014), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Manufacturers—avec circonstances et dépendances y érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 5 février 1901. 741

[Première publication, 9 février 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**ELLE WINIFRED E. No 790. } **M**cLACHLAN, des cité et district de Montréal, fille majeure, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME MARY ANN HOLGATE, de la ville de Westmount, district de Montréal, épouse séparée de biens de Joseph Logan Thompson, du même lieu, constructeur, et ce dernier dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Ce lot de terre situé sur la rue Mansfield, dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro treize cent soixante et onze (1371), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine—avec la maison ayant le front en pierre de taille portant le numéro (73) soixante et treize, de la dite rue Mansfield, sus-érigée, avec le droit en commun dans la ruelle ou passage conduisant de la rue Mansfield avec les autres personnes ayant le même droit, et avec toutes les appartenances, droits et accessoires appartenant à la dite propriété.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 6 février 1901. 749

[Première publication, 9 février 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AME SUSAN BLOOM- No 2386. } **F**IELD, des cité et district de Montréal, fille majeure, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOHN MORRIS, du même lieu, agent d'immeubles, Défendeur.

Un terrain composé de deux lots de terre situé dans cette partie de la cité de Montréal, connue comme quartier Saint-Denis, ci-devant village de la côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, formant partie du lot primitif numéro cent quatre-vingt-seize, des plan et livre de renvoi officiels du

of the judgment rendered on the tenth of September last, (1900), in this cause, was served on the fifteenth January, 1901, mis en cause.

Seized as belonging to and in the possession of the said mis en cause, the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate in the city of Montreal, being number one thousand and thirty four (1034), of the official plan and book of reference of Saint Ann's ward; bounded in front by Little Manufacturers street—with buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the city of Montreal, being number one thousand and thirty-five (1035), of the official plan and book of reference of Saint Ann's ward; bounded in front by Little Manufacturers street—with circumstances and dependencies.

3. Another lot of land situate in the city of Montreal, being number one thousand and thirty-six (1036), of the official plan and book of reference of Saint Ann's ward; bounded in front by Little Manufacturers street—with circumstances and dependencies.

4. Another lot of land situate and being in the city of Montreal, being number three thousand and fourteen (3014), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front by Manufacturers street—with circumstances and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 5th February, 1901. 742

[First published, 9th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, to wit : } **D**ELLE WINIFRED E. No. 790. } **M**cLACHLAN, of the city and district of Montreal, spinster, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME MARY ANN HOLGATE, of the town of Westmount, district of Montreal, wife separated as to property of Joseph Logan Thompson, of the same place, builder, and the latter for the purpose of authorizing his said wife, Defendant.

That certain lot of land situate on Mansfield street, in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, district of Montreal, and known and designated as number thirteen hundred and seventy-one (1371), on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward—with the cut stone front house bearing the number (73) seventy-three, on said Mansfield street, thereon erected—with the right in common to the lane or passage leading from Mansfield street with certain others having the same right, and with all the appurtenances, rights and accessories to said property belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 6th February, 1901. 750

[First published, 9th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, to wit : } **D**AME SUSAN BLOOM- No. 2386. } **F**IELD, of the city and district of Montreal, spinster of the full age of majority. Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN MORRIS, of the same place, real estate agent, Defendant.

A block of land composed of two lots of land situate in that part of the city of Montreal, known as Saint Denis ward, formerly the village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, forming part of primitive lot number one hundred and ninety-six, on the official plan and book of reference

village de la côte Saint-Louis, plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot numéro cent quatre-vingt-seize, comme subdivisions numéros quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois (196-82 et 83), chacun des dits lots contenant vingt-quatre pieds six pouces de largeur sur toute la profondeur des dits lots, jusqu'à une ruelle en arrière, et une superficie de cinq mille trois cent quatre-vingt-dix pieds; borné en front au sud-est par la rue Saint-Louis—sans bâtisses et avec le droit de se servir de la ruelle en arrière en commun avec les autres personnes.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif Député-Shérif.
Montréal, 6 février 1901. 743

[Première publication, 9 février 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE OGDENSBURG
No 1582. } COAL AND TOWING

COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de WILLIAM F. SHARSWOOD, des cité et district de Montréal, commis, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Patrick Kenny, en son vivant du même lieu, marchand, Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées; borné en front par la rue Ottawa, et d'un autre côté par la rue Murray, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous les numéros quatorze cent quarante et un, quatorze cent quarante-deux, quatorze cent quarante-trois et quatorze cent quarante-quatre.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 6 février 1901. 739

[Première publication, 9 février 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARTHUR YALE, de la
No 2187. } ville de la Côte des Neiges, district de Montréal, gérant, Demandeur requérant; contre les terres et tenements de FERDINAND BAYARD, de la cité et du district de Montréal, Défendeur intimé.

Un lot de terre situé dans la municipalité du village de Lorimier, district de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro de subdivision vingt-deux (22), du lot numéro cent cinquante-trois (153), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation—sans bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 6 février 1901. 747

[Première publication, 9 février 1901.]

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } AMBROSE L. KENT et
No 134. } ALPHONSE TUR-

COTTE, curateurs conjoints, de la cité et du district de Montréal, à ce dûment autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateurs aux biens de JOSEPH BRUCHESI, Failli; et CHARLES BRUCHESI, Demandeur.

of the village of Côte Saint Louis, more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of said lot number one hundred and ninety-six, as subdivisions numbers eighty-two and eighty-three (196-82 and 83), each of said lots containing twenty-four feet six inches in width by all the depth of said lots to a lane in rear, and a superficial area of five thousand three hundred and ninety-feet; bounded in front to the south east by Saint Louis street—without buildings and with the right of use of the lane in rear in common with others.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 6th February, 1901. 744

[First published, 9th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE OGDENSBURG COAL
No. 1582. } AND TOWING COM-

PANY, a body corporate and politic having its chief place of business in the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of WILLIAM F. SHARSWOOD, of the city and district of Montreal, clerk, in his quality of curator to the vacant succession of the late Patrick Kenny, in his lifetime of the same place, merchant, Defendant.

A lot situate in Saint Ann's ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected; bounded in front by Ottawa street, and on one side by Murray street, known and described on the official plan and in the book of reference of the said Saint Ann's ward, as numbers fourteen hundred and forty-one, fourteen hundred and forty-two, fourteen hundred and forty-three and fourteen hundred and forty-four.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 6th February, 1901. 740

[First published, 9th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } ARTHUR YALE, of the
No. 2187. } town of La Côte des Neiges, district of Montreal, manager, Plaintiff petitioner; against the lands and tenements of FERDINAND BAYARD, of the city and district of Montreal, Defendant, to wit:

A lot of land situate in the municipality of the village of de Lorimier, district of Montreal, known and designated as subdivision number twenty-two (22), of lot number one hundred and fifty-three (153), of the official plan and the book of reference for the village of the Côte de la Visitation—without any buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 6th February, 1901. 748

[First published, 9th February, 1901.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } AMBROSE L. KENT and
No. 134. } ALPHONSE TUR-

COTTE, joint curators, of the city and district of Montreal, thereto duly authorized under article 879, of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curators to the property of JOSEPH BRUCHESI, Insolvent; and CHARLES BRUCHESI, Plaintiff.

Saisi comme appartenant au dit failli et en la possession des dits curateurs *es-qualité*, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-neuf (449), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, contenant cinquante-huit pieds de largeur par quatre-vingt-troize pieds et neuf pouces de profondeur ; borné en front au sud-est par la rue Saint-Jacques, en arrière par le lot numéro quatre cent cinquante (450), du côté nord-est par le lot numéro quatre cent cinquante et un (451), et du côté sud-ouest par le lot numéro quatre cent quarante-huit (448), des susdits plans—et avec toutes les bâtisses construites sur le dit emplacement, comprenant trois côtés de maison en bois lambrissée en briques sur le niveau de la dite rue, et un pâté de maisons en arrière, aussi en bois et lambrissées en briques.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 5 février 1901. Shérif. 745
[Première publication, 9 février 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ERNEST ADOLPHE**
No. 327. } **REINHARDT**, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, manufacturier, Demandeur ; contre les terres et tenements de SYDNEY J. M. BAILEY, demeurant en les cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro huit cent soixante (860), des plan et livre de renvoi officiel du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, plus particulièrement connu sur le plan de subdivision fait et déposé du dit lot officiel comme subdivisions trois et quatre (3 et 4), faisant front sur la rue Sherbrooke, et subdivisions neuf et dix (9 et 10), faisant front sur la rue Cadieux et l'arrière partie de la subdivision cinq (5), à savoir : toute cette partie de la dite subdivision cinq (5), située en arrière jusqu'au nord est de cette partie de la dite subdivision cinq (5), vendue à Richard Lee Chandler, le tout formant le coin sud-ouest des rues Sherbrooke et Cadieux—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

1° A déduire du dit lot de subdivision trois (3), la partie vendue à Richard Lee Chandler.

2° Sujet à la servitude d'un droit de passage créé sur le dit lot de subdivision dix (10), de dix pieds de largeur voisin du lot de subdivision onze (11), en faveur des personnes y ayant droit.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. A. FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 février 1901. Député Shérif. 785
[Première publication du 2 février 1901 est nulle.]

[Première publication, 9 février 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LES COMMISSAIRES**
No. 10732. } **D'ECOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-JOACHIM DE LA POINTE CLAIRE**, dans le comté de Jacques Cartier, district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de MOISE PAQUETTE, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

1° Un immeuble connu et désigné comme étant le numéro quarante-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Joachim de la Pointe Claire, district de Montréal—avec les ruines d'une maison qui a été détruite par le feu, avant la

Seized as belonging to the said insolvent and in the possession of the said curators *es-qualité*, the immovable, to wit :

A lot situate and being in the city of Montreal, known and described as number four hundred and forty-nine (449), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, containing fifty-eight feet in width by ninety-three feet nine inches in depth ; bounded in front to the south east by Saint James street, in rear by lot number four hundred and fifty (450), on the north east side by lot number four hundred and fifty-one (451), and on the south west side by lot number four hundred and forty-eight (448), of the aforesaid plans—and with all the buildings erected on the said lot comprising three sides of a wooden house cased in brick on the alignment of the said street, and a row of houses in rear, also of wood and cased in brick.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 5th February, 1901. Sheriff. 746
[First published, 9th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ERNEST ADOLPHE REIN-**
No. 327. } **HARDT**, of the town of Westmount, in the district of Montreal, manufacturer. Plaintiff ; against the lands and tenements of SYDNEY J. M. BAILEY, residing in the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land of irregular shape, forming part of lot number eight hundred and sixty (860), on the official plan and book of the reference of the Saint Louis ward, of the city of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan made and fyled of the said official lot as subdivisions three and four (3 and 4), fronting on Sherbrooke street, and subdivisions nine and ten (9 and 10), fronting on Cadieux street and the rear portion of subdivision five (5), to wit : all that portion of said subdivision five (5), lying in rear to the north east of that portion of said subdivision five (5), sold to Richard Lee Chandler, the whole forming the south west corner of Sherbrooke and Cadieux streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

1. Reserving from the aforesaid subdivision lot three (3), the part sold to Richard Lee Chandler.

2. Subject to the servitude of a right of passage created on said subdivision lot ten (10), of ten feet wide next to subdivision lot eleven (11), in favor of those entitled thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. A. FRANCHERE,

Sheriff's office. Deputy Sheriff. 786
Montreal, 7th February, 1901.
[First publication of 2nd February, 1901, is null.]

[First published, 9th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE SCHOOL COMMIS-**
No. 10732. } **SIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINT-JOACHIM DE LA POINTE CLAIRE**, in the county of Jacques-Cartier, district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of MOISE PAQUETTE, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot known and described as being lot number forty-nine, on the official plan and book of reference of the village of Saint Joachim de la Pointe Claire, district of Montreal—with the ruins of a house which was destroyed by fire previously

présente saisie, consistant, les dites ruines, en de la brique et de la pierre.

2^e Un autre immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-douze, des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Joachim de la Pointe Claire, district de Montréal—avec une remise et toutes les dépendances y compris terrassements, approches et travaux de constructions fluviales.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 7 février 1901. 609
Première publication du 2 février (1901) est nulle.

[Première publication, 9 février 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : JAMES PRICE, des cité et No 1673, district de Montréal, marchand de cuir, Demandeur ; contre les terres et tenements de EPHREM ALIAS EPHRAIM LEFEBVRE, du même lieu, commerçant, Défendeur.

Le droit de réméré du défendeur, créé en vertu d'un acte de vente du shérif du district de Montréal, le seizième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, en faveur de Japhet Norbert Boucher, de la cité de Montréal, par lequel la propriété ci-dessous décrite appartenant au dit défendeur a été vendue pour taxes dues à la cité de Montréal, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste (ci-devant village de Saint-Jean-Baptiste), de la dite cité de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Rachel, en arrière par une ruelle, d'un côté par la partie restante de la subdivision officielle numéro quatre du lot primitif du cadastre numéro sept, du dit village Saint-Jean-Baptiste, ci-après mentionné, et de l'autre côté par la rue Brebœuf—avec maisons et bâtisses sus-érigées et les servitudes y appartenant ; le dit morceau de terre composé de la subdivision officielle numéro trois, du dit lot primitif du cadastre numéro sept, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village Saint-Jean-Baptiste, mesurant vingt-sept pieds de largeur sur cent pieds de profondeur ; et de la partie sud-ouest de la subdivision officielle numéro quatre, du dit lot primitif du cadastre numéro sept, la dite partie contenant vingt-trois pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; le susdit droit de réméré pour être vendu au dernier et plus haut enchérisseur, lequel devra payer un montant additionnel de quinze par cent (et les frais de l'acte de vente du shérif), sur le prix que le dit Japhet Norbert Boucher a payé pour la dite propriété ci-dessus décrite.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 16 janvier 1901. 379-2
[Première publication, 19 janvier 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : LES COMMISSAIRES No 7172, D'ECOLES DE LA VILLE DE LA CÔTE SAINT-LOUIS, corps incorporé ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, dit district, Demandeurs ; contre les terres et tenements de THOMAS MURPHY, de la ville de Saint-Paul, district de Montréal, Défendeur.

Deux lots de terre numéros quatre cent soixante et onze et quatre cent soixante et douze, de la subdivision du numéro huit, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant

to the present seizure, said ruins consisting of brick and stone.

2. Another lot known and described as being lot number ninety-two, of the official plan and book of reference of the village of Saint Joachim de la Pointe Claire, district of Montreal—with a shed and all the dependencies, including the embankments, access and works of fluvial construction.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 7th February, 1901. 610
The first publication of 2nd February (1901) is null.

[First published, 9th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : JAMES PRICE, of the city No. 1673, and district of Montreal, leather merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of EPHREM ALIAS EPHRAIM LEFEBVRE, of the same place, trader, Defendant :

To defendants right of redemption, created by virtue of a deed of sale from the sheriff of the district of Montreal, on the sixteenth of October one thousand eight hundred and ninety-nine, to Japhet Norbert Boucher, of the city of Montreal, whereby the following described property belonging to said defendant was sold for taxes due to the city of Montreal, to wit :

A piece of land situate in the Saint Jean Baptiste ward (formerly Saint Jean Baptiste village), of the said city of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, the whole english measure, and more or less ; bounded in front by Rachel street, in rear by a lane, on one side by the remaining portion of official subdivision number four, of cadastral primitive number seven, of said Saint Jean Baptiste village, hereinafter mentioned, and on the other side by Brebœuf street—with houses and buildings thereon erected and the servitudes thereto appertaining ; the said piece of land composed of official subdivision number three, of said cadastral lot primitive number seven, of the official plan and in the book of reference of the said Saint Jean Baptiste village, measuring twenty-seven feet in width by one hundred feet in depth ; and of the south west part of official subdivision number four, of said cadastral lot primitive number seven, said part containing twenty-three feet in width by one hundred feet in depth ; all english measure, and more or less ; to be sold said above mentioned right of redemption to the last and highest bidder, who will have to pay an additional fifteen per cent (and costs of sheriff's deed of sale), on the price that said Japhet Norbert Boucher paid for said above described property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 16th January, 1901. 380
[First published, 19th January, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : THE SCHOOL COMMISSIONERS No. 7172, SIONERS OF THE TOWN OF COTE SAINT LOUIS, a body politic having their chief place of business in Montreal, in the said district, Plaintiffs ; against the lands and tenements of THOMAS MURPHY, of the town of Saint Paul, district of Montreal, Defendant.

Two lots of land being numbers four hundred and seventy-one and four hundred and seventy-two, of the subdivision of number eight, of the official plan and book of reference of the village of Côte

dix mille pieds de superficie ; bornés en front par la rue Huntley ; ces deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 janvier 1901. Shérif. 215-2
La première publication du 12 janvier 1901, est nulle.

[Première publication, 19 janvier 1901.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **AMBROISE L. KENT ET**
No 264. } **ALPHONSE TUR-**
COTTE, curateurs conjoints et requérants, tous deux de la cité et du district de Montréal, dûment autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateurs aux biens de **ANTOINE LEONIDAS HURTUBISE**, Failli.

1° Une lisière de terre située en la cité de Montréal, quartier d'Hochelaga, connue comme étant partie des lots numéros cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize et cent dix-sept, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, district de Montréal, la dite lisière de terre mesurant onze mille pieds, plus ou moins ; borné en front par l'ancienne ligne nord-ouest de la rue Notre-Dame, en arrière par une nouvelle ligne nord-ouest de la dite rue Notre-Dame, au nord-est par le lot numéro cent quarante-neuf des plan et livre de renvoi officiels et au sud-ouest par l'avenue Gale ou l'avenue Saint-Raymond. Cette vente devra être faite sujette à tous les droits conférés à Edouard Lichtenheim, par la vente à lui faite par le shérif du district de Montréal, le six février mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, dans une cause portant le numéro 1678 de la cour supérieure, Montréal, où le dit Hurtubise était défendeur.

2° Tous les droits du failli dans une certaine cause instituée par lui contre la cité de Montréal, dans la cour supérieure du district de Montréal, sous le numéro 1482 des dossiers de la dite cour en recouvrement du prix de la dite lisière de terre dont la cité a pris possession pour élargir la dite rue Notre-Dame et tous les droits afférant au failli et à ses créanciers par suite de la prise de possession et de l'occupation, par la cité de Montréal, de la dite lisière de terre.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 16 janvier 1901. Député Shérif. 381-2
[Première publication, 19 janvier 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL DIO-**
No 306. } **CESAN THEOLOGICAL COLLEGE**, corps politique et incorporé, dûment incorporé, ayant ses principaux bureau et place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JEAN JACQUES HENRI DUBORD**, des cité et district de Montréal, rentier, Défendeur.

Un terrain ou emplacement situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Denis, connu sous les numéros

Saint Louis, containing a superficies of ten thousand feet in area ; bounded in front by Huntley street ; these two lots forming but one and the same plot.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 8th January, 1901. Sheriff. 216
The first publication of the 12th January, 1901, is null.

[First published, 19th January, 1901.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **AMBROISE L. KENT AND**
No. 264. } **ALPHONSE TUR-**
COTTE, joint curators and petitioners, both of the city and district of Montreal, duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curators to the property of **ANTOINE LEONIDAS HURTUBISE**, Insolvent.

1. A strip of land situate in the city of Montreal, Hochelaga ward, known as part of lots numbers one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen and one hundred and seventeen, of the official subdivision of lot number one hundred and forty-eight, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, in the county of Hochelaga, district of Montreal, the said strip of land measuring eleven thousand feet, more or less ; bounded in front by the former north western line of Notre Dame street, in rear by a new north western line of the said Notre Dame street, on the north east by lot number one hundred and forty-nine, of the official plan and book of reference and on the south west by Gale avenue or Saint Raymond avenue. Such sale to be made subject to all the rights conferred upon Edouard Lichtenheim, by the sale to him made by the sheriff of the district of Montreal, on the sixth February, one thousand eight hundred and ninety-nine, in a cause bearing the number 1678 in the superior court, Montreal, wherein the said Hurtubise was defendant.

2. All the rights of the insolvent in a certain cause instituted by him against the city of Montreal, in the superior court of the district of Montreal, under the number 1482 of the records of the said court, for the recovery of the price of the said strip of land whereof the said city took possession to widen the said Notre Dame street and all the rights inherent to the said insolvent and his creditors in consequence of the taking possession and of the occupation of the said strip of land by the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montreal, 16th January, 1901. Deputy Sheriff. 382
[First published, 19th January, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **THE MONTREAL DIO-**
No. 306. } **CESAN THEOLOGICAL COLLEGE**, a body corporate and politic, duly incorporated and having its principal office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JEAN JACQUES HENRI DUBORD**, of the city and district of Montreal, rentier, Defendant.

A lot or emplacement situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Saint Denis street, known under the numbers eighty-

quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-deux et partie du numéro quatre-vingt-un, de la subdivision du lot originaire numéro neuf cent trois (903-84, 903-83, 903-82 et 903-81 partie), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal.

La partie du numéro quatre-vingt-un sus-indiquée, est d'une largeur de cinq pieds prise du côté sud-est de son étendue sur toute la profondeur et elle touche du dit côté sud-est le numéro quatre-vingt-deux, de la même subdivision; du côté sud-ouest une ruelle de dix-sept pieds de largeur de la rue Roy à la rue Saint-Jean Baptiste, portant le numéro de la subdivision quatre-vingt-seize du lot originaire numéro neuf cent trois, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, d'un autre côté la partie restante du dit numéro quatre-vingt-un, et du côté nord-est par la rue Saint-Denis. Sur ce terrain sont élevées quatre maisons ayant chacune une largeur de vingt pieds, formées toutes de quatre étages avec deux logements à chaque étage et portant les numéros 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724 et 726, sur la rue Saint-Denis.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 16 janvier 1901. 377-2
[Première publication, 19 janvier 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montréal.

Montréal, à savoir: { MESSIEURS BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER & ST. GERMAIN, de la cité et du district de Montréal, avocats, sur distraction de frais, Demandeurs; contre les terres et tenements de JOSEPH ALBERT MORIN, architecte, du même lieu, Défendeur, dans une certaine cause où le dit J. A. Morin était demandeur, et Joseph Robert, de la cité de Sainte-Cunégonde, était défendeur.

Seisi comme appartenant au dit Joseph Albert Morin, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, laquelle partie de lot de terre est bornée comme suit: en front par la rue Manufacture, en arrière par le résidu du dit lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), des dits plans, d'un côté par l'autre partie du dit lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), des susdits plans, et appartenant à Octave Morin, et de l'autre côté au nord-est par une lisière de six pieds de largeur, étant le résidu nord-est du dit lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), et appartenant aux enfants de Louis Jacques, lequel résidu ou lisière de six pieds est borné du côté nord-est par partie du lot numéro deux mille cinq cent cinquante et un (2551) et par le lot numéro deux mille cinq cent cinquante-trois (2553), des dits plan et livre de renvoi officiels—avec une maison et autres bâties dessus construites, et avec droit de passage en commun dans le passage qui sépare les deux maisons construites sur la partie de lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), des susdits plans.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 15 janvier 1901. 47-2
Première publication du 5 janvier 1901, est nulle.

[Première publication, 19 janvier 1901.]

four, eighty-three, eighty-two and part of number eighty-one, of the subdivision of the original lot number nine hundred and three (903-84, 903-83, 903-82 and 903-81 part), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal.

The part of number eighty-one above mentioned is five feet wide on the south east side of its extent on the whole depth and adjoint on the said south east side number eighty-two, of the same subdivision; on the south west side, a lane seventeen feet wide from Roy street to Saint Jean Baptiste street, bearing the subdivisional number ninety-six, of the original lot number nine hundred and three, on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, on the other side the remaining portion of the said number eighty-one, and on the north east side by Saint Denis street. On this lot are built four houses each being twenty feet wide, all consisting of four storeys with two lodgings on each storey and being numbers 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724 and 726, on Saint Denis street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 16th January, 1901. 378
[First published, 19th January, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MESSRS. BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER & ST. GERMAIN, of the city and district of Montreal, advocates, by distraction for costs, Plaintiffs; against the lands and tenements of JOSEPH ALBERT MORIN, architect, of the same place, Defendant, in a certain cause wherein the said J. A. Morin was plaintiff, and Joseph Robert, of the city of Sainte-Cunégonde, was defendant.

Seized as belonging to the said Joseph Albert Morin, the following immovables, to wit:

A lot of land situate in the city of Montreal, known and described as being north east part of lot number two thousand five hundred and forty-nine (2549), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, which part of lot is bounded as follows: in front by Manufacture street, in rear by the residue of the said lot number two thousand five hundred and forty-nine (2549), of the said plans, on one side by the other part of the said lot number two thousand five hundred and forty-nine (2549), of the said plans, and belonging to Octave Morin, and on the other side to the north east by a strip of six feet in width, being the north east residue of the said lot number two thousand five hundred and forty-nine (2549), and belonging to the children of Louis Jacques, which residue or strip of six feet is bounded on the north east side by part of lot number two thousand five hundred and fifty-one (2551) and by lot number two thousand five hundred and fifty-three (2553), of the said official plan and book of reference—with a house and other buildings thereon erected, and with a right of passage in common in the passage which separates the two houses erected on the part of lot number two thousand five hundred and forty-nine (2549), of the said plans.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 15th January, 1901. 48
First published of the 5th January, 1901, is null.

[First published, 19th January, 1901.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—Bryson.*

Province de Québec, } **ANDRÉ ELZEAR**
District de Pontiac, } **GUAY**, écuyer, notaire,
No 490. } de Ville-Marie, dans le district

de Pontiac, Demandeur ; contre les terres et tenements de **PIERRE ANTAGA**, cultivateur, ci-devant du canton de Guigues, dans le dit district de Pontiac, maintenant de Saint-Boniface, province de Manitoba, Défendeur, à savoir :

Un lot de terre connu et désigné comme lot numéro vingt et un, dans le cinquième rang du canton de Guigues, dans le district de Pontiac, contenant cent acres en superficie—avec maison et autres bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la deuxième division d'enregistrement du comté de Pontiac, à Ville-Marie, le **TREIZIEME** jour de **MARS** dix-neuf cent un, à **DIX** heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 4 février 1901. 701
[Première publication, 9 février 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—Bryson.*

Province de Québec, } **ANDRÉ ELZEAR GUAY**,
District de Pontiac, } **GUAY**, écuyer, notaire, de Ville
No 489. } Marie, dans le district de

Pontiac, Demandeur ; contre les terres et tenements de **NOÉ ANTAGA**, cultivateur, ci-devant du canton de Guigues, dans le dit district de Pontiac, maintenant de Saint-Boniface, province de Manitoba, Défendeur, à savoir :

Un lot de terre connu et désigné comme lot numéro vingt-deux, dans le cinquième rang du canton de Guigues, dans le dit district de Pontiac, contenant cent acres en superficie—avec maison, magasin et autres bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la deuxième division d'enregistrement du comté de Pontiac, à Ville Marie, le **TREIZIEME** jour de **MARS** dix-neuf cent un, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 4 février 1901. 699
[Première publication, 9 février 1901.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour de magistrat—Comté de Rimouski, siégeant à Rimouski.

No 666. } **PAUL MICHAUD**, cultivateur, de la
paroisse de Saint-Octave de Métis ;
vs. **FERDINAND EMOND** ALIAS **AMOND**, du
même lieu, savoir :

Une terre de deux arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur, situé au 1er rang de la seigneurie Métis ; bornée à l'est à Charles Gagné, à l'ouest à Alexandre Tardif, étant le numéro cent quarante-deux (142), du cadastre officiel de la

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—Bryson.*

Province of Quebec, } **ANDRÉ ELZEAR**
District of Pontiac, } **GUAY** esquire,
No. 490. } notary, of Ville Marie, in

the district of Pontiac, Plaintiff ; against the lands and tenements of **PIERRE ANTAGA**, farmer, heretofore of the township of Guigues, in the said district of Pontiac, and now of Saint Boniface, province of Manitoba, Defendant, to wit :

A lot of land known and described as lot number twenty-one, in the fifth range of the township of Guigues, in the said district of Pontiac, containing one hundred acres in superficies—with also the house and other buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the registry office of the second division of the county of Pontiac, at Ville Marie, on the **THIRTEENTH** day of **MARCH**, nineteen hundred and one, at **TEN** of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Shérif.
Bryson, 4th February, 1901. 702
[First published, 9th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—Bryson.*

Province of Quebec, } **ANDRÉ ELZEAR**
District of Pontiac, } **GUAY**, esquire, no-
No. 489. } tary, of Ville Marie, in

the district of Pontiac, Plaintiff ; against the lands and tenements of **NOÉ ANTAGA**, farmer, heretofore of the township of Guigues, in the said district of Pontiac, and now of Saint Boniface, province of Manitoba, Defendant, to wit :

A lot of land known and described as lot number twenty-two, in the fifth range of the township of Guigues, in the said district of Pontiac, containing one hundred acres in superficies—with also the house, storehouse and other buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the registry office of the second division of the county of Pontiac, at Ville Marie, on the **THIRTEENTH** day of **MARCH**, nineteen hundred and one, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Shérif.
Bryson, 4th February, 1901. 700
[First published, 9th February, 1901.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

Magistrate's Court.—County of Rimouski, sitting at Rimouski.

No. 666. } **PAUL MICHAUD**, farmer, of the
parish of Saint Octave de Metis ;
vs. **FERDINAND EMOND** ALIAS **AMOND**, of the
same place, to wit :

A lot of land two arpents in front by forty-two arpents in depth, situate in the first range of the seigniory of Metis ; bounded on the east by Charles Gagné, on the west by Alexandre Tardif, being number one hundred and forty-two (142), of

paroisse de Saint-Octave de Métis—avec bâties
sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Saint Octave de Métis, le DIX-NEU-
VIEME jour de FEVRIER 1901, à DIX heures
de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 12 janvier 1901. 397-2
[Première publication, 19 janvier 1901].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME MARIE
No 61. } EMMA HAME-
LIN, Demanderesse ; contre JEAN-BAPTISTE
ST. CYR, Défendeur.

Un compeau de terre situé en la paroisse de
Sainte-Anne de la Pêrade, distrait du lot connu et
désigné sous le numéro quarante-neuf (49), des plan
et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistre-
ment du comté de Champlain, pour la dite paroisse
de Sainte-Anne de la Pêrade, contenant un arpent
et demi de large environ sur une profondeur moyenne
d'un arpent et trois quarts, partant de la profon-
deur de la terre de Philémon Dolbec, au sud-est, à
aller au chemin Royal au nord-ouest, puis traver-
sant le chemin Royal au nord-ouest et prenant une
largeur d'un demi arpent environ sur une profon-
deur d'environ quatre-vingts pieds ; borné au nord-
ouest par un cours d'eau naturel, séparant ce com-
peau de terre du résidu de la terre de Casimir
Neault, ainsi que vers le nord-est pour la dernière
partie du dit compeau de terre qui se trouve au
nord-ouest du chemin Royal, du côté sud-ouest par
la terre d'Alphonse Perreault, au sud-est à la terre
du dit Philémon Dolbec, vers le nord-est à Philias
Perreault, et au nord-ouest par le chemin Royal
pour la première partie du dit compeau de terre—
avec une maison dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Sainte-Anne de la Pêrade, le TREI-
ZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du
matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 6 février 1901. 765
[Première publication, 9 février, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } LOUIS DESHAIES,
No 856. } Demandeur ; contre
ADELARD VEILLET, Défendeur,

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-
Séverin, dans le quatrième rang nord-est de la Ri-
vière des Envies, contenant deux arpents de front
sur trente-un arpents de profondeur, plus ou moins !
étant le lot désigné par le numéro trois (3), au
cadastre de la paroisse de Saint-Tite, dont le dit lot
faisait ci-devant partie.

2° Un autre terrain situé en la dite paroisse de
Saint-Séverin, dans le rang des sept lots, contenant
deux arpents de front sur trois arpents et demi de
profondeur, plus ou moins, étant le lot désigné par
le numéro cent vingt-trois (123), au cadastre de la
paroisse de Saint-Tite, dont le dit lot faisait ci-de-
vant partie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse

the official cadastre of the parish of Saint Octave
de Metis—with buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Octave de Metis, on the NINETEENTH day
of FEBRUARY, 1901, at TEN o'clock in the fore-
noon.

L. N. ASSELIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 12th January, 1901. 398
[First published, 19th January, 1901.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
der mentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME MARIE EMMA
No. 61. } HAMELIN, Plaintiff ;
against JEAN-BAPTISTE ST. CYR, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Sainte-
Anne de la Pêrade, detached from the lot known
and described as number forty-nine (49), of the
official plan and book of reference of the registra-
tion cadastre of the county of Champlain, for the
said parish of Sainte-Anne de la Pêrade, containing
about one arpent and a half in width by an average
depth of one arpent and three quarters, starting
from the depth of the land of Philemon Dolbec, on
the south east, going to the King's road on the north
west, thence crossing the King's road to the north
west and taking a width of about one half arpent
by a depth of about eighty feet ; bounded on the
north west by a natural water course separating this
piece of land from the residue of the land of Casimir
Neault, as well as on the north east for the last
part of the said piece of land which is to the north
west of the King's road, on the south west side by
the land of Alphonse Perreault, on the south east
by the land of the said Philemon Dolbec, on the
north east by Philias Perreault, and on the north
west by the King's road for the first part of the said
piece of land—with a house thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of
Sainte Anne de la Pêrade, on the THIRTEENTH
day of MARCH next, at TEN o'clock in the fore-
noon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 6th February, 1901. 766
[First published, 9th February, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } LOUIS DESHAIES,
No. 856. } Plaintiff ; against
ADELARD VEILLET, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Sévé-
rin, in the fourth range north east of the Rivière
des Envies, containing two arpents in front by
thirty-one arpents in depth, more or less, being the
lot designated as number three (3), on the cadastre
of the parish of Saint Tite, whereof the said lot
formerly was a part.

2. Another lot of land situate in the said parish
of Saint Séverin, in the range of the seven lots,
containing two arpents in front by three arpents
and a half in depth, more or less, being the lot
designated by the number one hundred and twenty-
three (123), on the cadastre of the parish of Saint
Tite, whereof the said lot formerly was a part.

To be sold at the church door of the parish of Saint

de Saint-Séverin, le VINGTIÈME jour de
FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 16 janvier 1901. 369 2
[Première publication, 19 janvier 1901.]

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné par les soussignés. Jean Baptiste A. Lanctôt, fabricant de gants, Joseph D. Couture, marchand de quincailleries, Louis J. A. Surveyer, marchand de ferronneries, Narcisse Lapointe, épiciier, Adolphe Mongeau, bijoutier, Wallace Dawson, pharmacien, Adrien S. Lavallée, marchand de chaussures, et autres, tous de la cité et du district de Montréal, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter un bill à l'effet d'amender la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, 62 Victoria, chapitre 58, pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à imposer une taxe spéciale additionnelle n'excédant pas dix pour cent de la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation, de tout le local dans lequel les magasins à rayons ou département sont établis et exploités, sur telles personnes, sociétés ou corporations, pour chaque rayon ou département séparé et distinct de commerce et d'affaires exploité dans tels magasins à rayons, avec pouvoir pour le conseil de définir et classer les différents genres de commerce et d'affaires exercés dans les dits magasins pour les fins de l'imposition de la dite taxe.

J. B. A. LANCTOT,
J. D. COUTURE,
L. J. A. SURVEYER,
NARCISSE LAPOINTE,
A. MONGEAU,
W. DAWSON,
A. S. LAVALLEE.

Montréal, 1 février 1901.

781

Avis public est par le présent donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant "La Compagnie du chemin de fer électrique suburbain de Québec" et lui conférant tous les pouvoirs et privilèges de construire et d'exploiter un chemin de fer électrique, partant d'un point dans la cité de Québec, traversant les paroisses de Limoilou, Beauport, Charlesbourg, se rendant au lac Beauport, de là au lac Saint-Charles, traversant les paroisses Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, de l'Ancienne Lorette, de Saint-Félix du Cap Rouge, de Sainte-Foye, de Notre-Dame de Québec, et la cité de Québec pour atteindre le point de départ; avec le pouvoir aussi de traverser le fleuve Saint-Laurent et de continuer et d'exploiter sur la rive sud un chemin de fer électrique dans les comtés de Lotbinière et Lévis, y compris la ville de Lévis.

MONTAMBAULT, LANGELIER &

VACHON,

Procureurs des Réquérants.

Québec, 5 février 1901.

771

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "Warden King & Son, Limited", dans le but de prendre et continuer comme une affaire en opération les affaires maintenant faites à Montréal par la société Warden King & Son, comme fondeurs de fer et machinistes, manufacturiers et marchands de fer, métaux et de leurs produits et aussi comme entrepreneurs, manufacturiers, vendeurs et commerçants de toute sorte d'appareils de chauffage, tuyaux d'égoût, appareils pour la vapeur, fournitures pour les entrepreneurs et plombiers et

Severin, on the TWENTIETH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 16th January, 1901. 370
[First published, 19th January, 1901.]

Applications to the Legislature

Notice is hereby given by the undersigned, Jean-Baptiste A. Lanctôt, glove manufacturer, Joseph D. Couture, dealer in small-wares, Louis J. A. Surveyer, merchant, Narcisse Lapointe, grocer, Adolphe Mongeau, jeweller, Wallace Dawson, druggist, Adrien S. Lavallée, shoe merchant, and others, all of the city and district of Montreal, that they will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to pass a bill for the purpose of amending the law revising the charter of the city of Montreal, 62 Victoria, chapter 58, to authorize the council of the city of Montreal to impose a special and additional tax not exceeding ten per cent on the annual value, according to the valuation roll, of any buildings or places in which departmental stores are established and carried on, upon any persons, partnerships or corporations, for each separate and distinct department of business carried on in such departmental stores, with the power for the said council to define and classify the different kinds of commerce and business carried on in the said stores for the purposes of the imposition of the said tax.

J. B. A. LANCTOT,
J. D. COUTURE,
L. J. A. SURVEYER,
NARCISSE LAPOINTE,
A. MONGEAU,
W. DAWSON,
A. S. LAVALLEE.

Montreal, 1st February, 1901.

782

Public notice is hereby given that an application will be made to the Quebec Legislature, at its next sitting, to pass an act to incorporate "The Quebec suburban electric railway," and to confer upon it all the powers and privileges to built and run an electric railway, starting from a point in the city of Quebec, crossing the parishes of Limoilou, Beauport, Charlesbourg, and from there to lake Saint-Charles, crossing the parishes of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, l'Ancienne Lorette, Saint Félix of Cape Rouge, Sainte Foye, Notre Dame of Quebec, and the city of Quebec to reach the starting point; with power also to go across the river Saint Lawrence, and to built and run on the south shore an electric railway in the counties of Lotbinière and Lévis, including the town of Lévis.

MONTAMBAULT, LANGELIER &

VACHON,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 5th February, 1901.

772

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate "Warden King & Son, Limited," for the purpose of taking over and continuing as a going concern the business at present carried on at Montreal by the firm of Warden King & Son as iron founders and machinists, manufacturers of and dealers in iron, metals and products of the same, and as contractors for manufacturers and sellers of and dealers in all kinds of heating apparatus, soil pipes, steam fittings, builders and plumbers supplies, and other business incidental thereto, with the right to issue preferred

autres affaires y ayant rapport, avec le droit d'émettre du stock préférentiel et ordinaire; le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 7 février 1901. 787

and ordinary stock; the head office of the company to be at the city of Montreal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.
Montreal, 7th February, 1901. 788

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec. }
Elections générales pour l'assemblée législative de la province de Québec, 1900.

Je, soussigné, Louis Théophile Armand, marchand bijoutier, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, dépose et dis :

1° J'ai été nommé agent spécial de l'honorable S. N. Parent, candidat pour le district électoral de Saint-Sauveur, à l'élection pour l'assemblée législative de la province de Québec, tenue le 30 novembre 1900, à laquelle il a été déclaré élu par acclamation, conformément aux dispositions de la loi électorale, 1895.

2° Je n'ai reçu aucune somme d'argent en rapport avec cette élection, et il n'a été encouru aucunes dépenses d'élection par le dit honorable S. N. Parent ou en son nom.

Et j'ai signé.

(Signé) L. T. ARMAND.

Assermenté devant moi, à Québec, ce 6e jour de février A. D. 1901.

(Signé) UL. CANTIN, J. P.

Vraie copie.

CHS. A. ERN. GAGNON,
769 Officier-rapporteur pour Saint-Sauveur.

DISTRICT ELECTORAL DE KAMOURASKA.

Etat des dépenses d'élection du candidat, Napoléon Joseph Ennis, à l'élection du 7 décembre 1900, certifié par son agent, L. J. Bérubé.

Dépenses de l'agent..... \$ 1 80

Dépenses personnelles du candidat (sommaire) 15 15

\$16 95

(Signé) L. J. BERUBE,

Agent.

Ces comptes faits en détail sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt cents.

J. ELZ. POULIOT,

Officier-rapporteur.

Fraserville, 5 février 1901.

763

Sommaire de l'état des dépenses d'élection de Matthew Hutchinson, éc., C. R. membre élu pour représenter la division No 5 de Montréal, à la législature de Québec.

Impressions, postages, frais de voitures, etc..... \$ 7 25

Annonces..... 57 80

\$65 05

E. HOLTON,

Agent spécial de M. Hutchinson.

Montréal, 6 février 1901.

789

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la Gazette Officielle de Québec, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonda social, les constituant et

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec. }
General elections for the legislative assembly of the province of Quebec, 1900.

I, the undersigned, Louis Théophile Armand, merchant jeweller, of the city of Quebec, being duly sworn, depose and say :

1. I was appointed special agent of the honorable S. N. Parent, candidate for the electoral district of Saint Sauveur, at the election for the legislative assembly of the province of Quebec, held on the 30th of November, 1900, at which he was declared elected by acclamation, pursuant to the provisions of the election act, 1895.

2. I did not receive any sum of money in connection with this election, and no election expenses were incurred by the said Honorable S. N. Parent or in his name.

And I have signed.

(Signed) L. T. ARMAND.

Sworn before me, at Quebec, this 6th day of February, A. D. 1901.

(Signed) UL. CANTIN, J. P.

True copy.

CHS. A. ERN. GAGNON,
770 Returning officer for Saint Sauveur.

ELECTORAL DISTRICT OF KAMOURASKA.

Statement of the election expenses of the candidate, Napoléon Joseph Ennis, at the election of the 7th December, 1900, certified by his agent, L. J. Bérubé.

Expenses of the agent..... \$ 1 80

Personal expenses of the candidate (summary)..... 15 15

\$16 95

(Signed) L. J. BERUBE,

Agent.

These accounts made in detail are open for inspection on payment of twenty cents.

J. ELZ. POULIOT,

Returning officer.

Fraserville, 5th February, 1901.

764

Summary of statement of election expenses of Matthew Hutchinson, esq., K. C. member elected to represent Montreal division No. 5, in the legislature of Quebec.

Printing, postages, carfare, &c.. \$ 7 25

Advertising 57 80

\$65 05

E. HOLTON,

Special agent for Mr. Hutchinson.

Montreal, 6th February, 1901.

790

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the Quebec Official Gazette, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the joint stock companies' incorporation act, constituting them and such others as may hereinafter

telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie projetée est : "The Temiscouata Lumber Coy".

2° Son but est d'acheter, vendre ou louer des limites à bois, des immeubles ; d'acheter, de vendre ou de louer, ériger, outiller et opérer des moulins à scies et des moulins à bardeaux ; d'acheter et de vendre du bardeau, des madriers, des billots et du bois ; de faire le commerce de bois en général et pour autres fins générales.

3° La principale place d'affaires sera à Notre-Dame du Lac, comté de Témiscouata, dans la province de Québec.

4° Le capital sera de cinquante mille piastres, divisé en mille parts de cinquante piastres chacune.

5° Les noms, résidence et occupation des requérants sont comme suit : William H. Gray, marchand de bois, Boston, Mass., E.-U. ; James Hayes, marchand de bois, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; William B. Hayes, marchand de bois, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; James F. Boyd, marchand de bois, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; Samuel C. Riou, avocat, Fraserville, Québec.

6° Les directeurs provisoires seront les dits W. H. Gray, James Hayes, W. B. Hayes, James F. Boyd et S. C. Riou, ci-dessus nommés et qualifiés, dont la majorité résident au Canada, et sont sujets de Sa Majesté.

S. C. RIOU,

Avocat des requérants.

Fraserville, 6 février 1901.

773

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Thomas Forest, plombier, de Montréal, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 4 février 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du ce district, conformément à la loi.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Député gardien provisoire.

41, Bâtisse des Tramways.

Montréal, 9 février 1901.

777

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

David Tardif, Demandeur ;

vs.

Zoël Tardif, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 4 février 1901, nous avons été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux sous un mois.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Curateur conjoint.

41, Bâtisse des Tramways.

Montréal, 9 février 1901.

775

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Alfred Gibault, Sainte-Lucie de

Dunceaster, P. Q.

Avis est donné que le trente et unième jour de janvier 1901, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Temiscouata Lumber Co".

2. Its purposes is to buy, sell or lease timber limits and real estate ; to buy, sell or lease, erect, equip and operate saw-mills and shingles mills ; to buy and sell shingles and deals, logs and timber ; to make general lumbering operations and other general purposes.

3. The head office shall be at Notre-Dame du Lac, county of Temiscouata, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is fifty thousand dollars, divided in one thousand shares of fifty dollars each.

5. The name in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William H. Gray, lumberman, Boston, Mass., U. S. ; James Hayes, lumberman, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; William B. Hayes, lumberman, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; James F. Boyd, lumberman, Notre-Dame du Lac, P. Q. ; Samuel C. Riou, advocate, Fraserville, Quebec ;

6. The said William H. Gray, James Hayes, W. B. Hayes, James F. Boyd and S. C. Riou, shall be the first and provisional directors of the said company, and the majority of them are residents of Canada, and subjects of Her Majesty.

S. C. RIOU,

Attorney for applicants.

Fraserville, 6th February, 1901.

774

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Thomas Forest, plumber, of Montreal, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, the 4th day of February, 1901, at the prothonotary's office of the superior court for said district, according to law.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Deputy provisional guardian.

Office : 41, Street Railway Building,

Montreal, 9th February, 1901.

778

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

David Tardif, Plaintiff ;

vs.

Zoël Tardif, Defendant.

Notice is hereby given that on the 4th day of February, 1901, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within a month.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Joint curator.

41, Street Railway Building,

Montreal, 9th February, 1901.

776

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*

In the matter of Alfred Gibault, Sainte Lucie of

Dunceaster, P. Q.

Notice is given that on the 31st day of January, 1901, the undersigned has appointed by an ordonnance of the court, assignee to the estate of said insolvent, who has made assignment of his assets for the benefit of his creditors.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains à mon bureau, No 20, rue Saint-Jacques, dans les trente jours de cet avis, si elles ne l'ont pas été.

H. LAMARRE,
Curateur.
779

Montréal, 7 février 1901.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. }
Joseph P. Gendron et al., }
vs. } Cour Supérieure.
Demandeurs ;

Théodore Pelletier, de Sherbrooke, Défendeur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-septième jour de février 1901, après laquelle date les dividendes (réclamations payables sur icelui) seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateur conjoint.
791

Sherbrooke, 7 février 1901.

Province de Québec,
District de Québec. }
Dans l'affaire de Nicolas Maheux, Québec, }
Failli.

Avis est par le présent donné que Nicolas Maheux, marchand de chaussures, de Québec, a, le 4 février 1901, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

GEO. DARVEAU,
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 5 février 1901. 783

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. }
Thomas H. Kennedy, }
vs. } Cour Supérieure.
Demandeur ;

Nathaniel L. Rowell, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que le quatrième jour de février 1901, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs-conjoints des biens et effets, meubles et immeubles du dit défendeur Nathaniel L. Rowell, du canton de Hatley, absent de cette province.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau, numéro 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateur conjoint.
793

Sherbrooke, 5 février 1901.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 6

ANNONCES : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 389.

ASSEMBLÉE : — Commission des chemins à barrières de Montréal, 419.

ASSOCIATION FORMÉE : — Independent Order of Odd Fellows Grand Lodge of Quebec, 391.

AUTORISÉE A VENDRE SES PARTS, ETC. : — The Republic Consolidated Gold Mining Coy, 390.

AVIS : — Morceau de terrain de feu Henry Bennie converti en cimetière, 412.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, if [they have not already done so, No. 20, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

H. LAMARRE,
Curator.
780

Montreal, 7th February, 1901.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. }
Joseph P. Gendron et al., }
vs. } Superior Court.
Plaintiffs ;

Théodore Pelletier, Sherbrooke, Defendant.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty-seventh day of February, 1901, after which date the dividends (claims payable thereon) will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint Curator.
792

Sherbrooke, 7th February, 1901.

Province of Quebec,
District of Quebec. }
In the matter of Nicolas Maheux, Quebec, }
Insolvent.

Notice is hereby given that Nicolas Maheux, dealer in shoes, of Quebec, has, on the 4th day of February, 1901, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec.

GEO. DARVEAU,
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 5th February, 1901. 784

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. }
Thomas H. Kennedy, }
vs. } Superior Court.
Plaintiff ;

Nathaniel L. Rowell, Defendant.

Public notice is hereby given that on the fourth day of February, 1901, by an order of the court, we were appointed joint curators to the property and effects, real and personal of the said defendant, Nathaniel L. Rowell, of the township of Hatley, an absentee from this province.

Claims must be filed at our office, number 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint Curator.
794

Sherbrooke, 5th February, 1901.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices &c., 389.

MEETING : — Montreal Turnpike Trust, 419.

ASSOCIATION FORMED : — Independent Order of Odd Fellows Grand Lodge of Quebec, 391.

AUTHORIZED TO SELL HER SHARES, &c. : — The Republic Consolidated Gold Mining Coy, 390.

NOTICE : — A piece of land belonging to late Henry Bennie turned into a cemetery, 412.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des —Assemblée législative, 394 ; Conseil législatif, 393 ; Date de réception, 393.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine, 405 ; Amender charte cité de Montréal, 431 ; Amender charte ville de Chicoutimi, 396 ; Amender charte ville Saint-Laurent, 397 ; Autoriser C. F. Lussier à pratiquer la médecine, 400 ; Autoriser Dr James Peter Pidgeon à pratiquer la médecine, 406 ; Autoriser E. A. Dorion à changer son nom, 399 ; Autoriser J. D. E. Barras à pratiquer la chirurgie, 396 ; Canadian Electric Light, 403 ; Cie de chemin de fer électrique de Lévis, 402 ; Cie Paquet, limitée, 402 ; Commune d'Yamaska, 400 ; Corporation de la cité de Québec, 404 ; Corporation du village de la Pointe au Pic, 401 ; Exécuteurs testamentaires de feu Chs. T. Viau, 402 ; Gaspé Western Railway Coy, 404 ; Hague *et al*, 405 ; Incorporer Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille, 408 ; Incorporer une compagnie pour l'achat, etc., du chemin de fer des comtés unis, 398 ; James Scott, 406 ; Jeffrey Hale's Hospital, 406 ; La Cie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada, 397 ; La Cie de chemin de fer électrique suburbain de Québec, 431 ; La Cie de téléphone du comté de Montmorency, 400 ; La Cie du Pont de Grand'Mère, 403 ; La Cité de Saint-Henri, 398 ; L'agence Canadienne, 406 ; Le chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière, 407 ; Le Crédit Foncier du Bas Canada, 398 ; Montreal Gas Coy, 406 ; Municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, 406 ; North Shore Power Coy, 401 ; Pour incorporation d'une ligne de chemin de fer dans les comtés de Gaspé et autres, 401 ; Sainte-Catherine de Hatley, 408 ; Saint Lawrence Southern Railway Coy, 400 ; Saint-Stanislas de Kostka, 407 ; S. Robert Martin, 405 ; Succession Beaudry demande d'hypothéquer immeuble, 398 ; Succession feu J. B. Renaud et Mme Renaud, 399 ; Syndics de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, 405 ; The Dominion Cotton Mills Coy, 399 ; The Free Methodist Church of the province of Quebec, 350 ; The Laing Provision Packing Coy, 399 ; The Light and Power Company of Montreal, 405 ; The Point Saint Charles Amateur Athletic, 396 ; The Quebec and James Bay Railway Coy, 398 ; W. G. Mitchell, 405 ; The William Strachan Coy, 402 ; Village de Grand'Mère, 400 ; Ville de Saint-Louis, 402.

DÉPENSES D'ÉLECTION :—Districts électoraux de :—Arthabaska : P. Tourigny, 415 ; Division de Montréal, No 5 : M. Hutchison, 432 ; Kamouraska : L. R. Roy, 414 ; Kamouraska : N. J. Ennis, 432 ; Lotbinière : Nap. Lemay, 415 ; Missisquoi : J. B. Gosselin, 414 ; Missisquoi : A. H. Gilmour, 415 ; Québec-Est : J. A. Lane, 416 ; Saint-Sauveur de Québec : Hon. S. N. Parent, 432 ; Yamaska : L. J. Allard, 415.

FAILLIS :—Blanchard, 419 ; Forest, 433 ; Gibault, 433 ; Gilbert, 419 ; Maheux, 434 ; Paradis, 419 ; Pelletier, 434 ; Rowell, 434 ; Tardif, 433.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La compagnie de Prêt et d'Épargne, 411 ; La compagnie de pulpe des Chutes de la Chaudière, 413 ; La compagnie Desjardins, 411 ; La compagnie du Parc DeLorimier, 410 ; La Cie de tourbe combustible du Canada, 408 ; La compagnie électrique d'Hébertville, 412 ; Saint Paul Land & Hydraulic Coy, 410 ; 412 ; The Montmagny Light & Pulp Coy, 409 ; The Montreal Coal Coy, 413 ; Temiscouata lumber Coy, 432 ; Warden King & Son, 431.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the:—Legislative Assembly, 394 ; Legislative Council, 393 ; Date of receipt, 393.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To admit Moïse Véronneau to practise as physician, 405 ; To amend charter city of Montreal, 431 ; To amend charter town of Chicoutimi, 396 ; To amend charter town of Saint Laurent, 497 ; To authorize C. F. Lussier to practise the medicine, 400 ; To authorize Dr. James Peter Pidgeon to practise medicine, 406 ; To authorize E. A. Dorion to change his name, 399 ; To authorize J. D. E. Barras to practise the surgical, 396 ; Canadian Electric Light, 403 ; The Lévis Electric Railway Coy, 402 ; Cie Paquet, limited, 400 ; Common of Yamaska, 404 ; Corporation of the city of Quebec, 401 ; Corporation of the village of Pointe au Pic, 401 ; Testamentary executors of the late Chs. T. Viau, 402 ; Gaspé Western Railway Coy, 404 ; Hague *et al*, 405 ; To incorporate Les Petites Sœurs de la Sainte Famille, 408 ; To incorporate a company for purchase, etc., of the railway of the united counties, 398 ; James Scott, 406 ; Jeffrey Hale's Hospital, 406 ; The Canada Mutual fire assurance Coy, 397 ; The Quebec Suburban electric railway Coy, 431 ; La Cie de téléphone du comté de Montmorency, 400 ; Grand'Mère Bridge Coy, 403 ; The city of Saint Henry, 398 ; Canadian Agency, 406 ; Le chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière, 407 ; Le Crédit Foncier du Bas Canada, 398 ; Montreal Gas Coy, 406 ; School municipality of the city of Sainte Cunégonde of Montreal, 406 ; North Shore Power Coy, 401 ; To incorporate a line of railway in the counties of Gaspé and others, 401 ; Sainte Catherine de Hatley, 408 ; Saint Lawrence Southern Railway, Coy, 400 ; Saint Stanislas de Kostka, 407 ; S. Robert Martin, 405 ; Estate Beaudry applying for hypothecate immovable, 398 ; Estate J. B. Renaud and Mad. Renaud, 399 ; Trustees of the parish of Saint Paul de Montréal, 405 ; The Dominion Cotton Mills Coy, 399 ; The Free Methodist Church of the province of Quebec, 350 ; The Laing Provision Packing Coy, 399 ; The Light and Power Company of Montreal, 405 ; The Point Saint Charles Amateur Athletic, 396 ; The Quebec and James Bay Railway Coy, 398 ; W. G. Mitchell, 405 ; The William Strachan Coy, 402 ; Village of Grand'Mère, 400 ; Town of Saint Louis, 402.

ELECTION EXPENSES :—Electoral districts of :—Arthabaska : P. Tourigny, 415 ; Montreal Division, No. 5 : M. Hutchinson, 432 ; Kamouraska, L. R. Roy, 414 ; Kamouraska : N. J. Ennis, 432 ; Lotbinière : Nap. Lemay, 415 ; Missisquoi : J. B. Gosselin, 414 ; Missisquoi : A. H. Gilmour, 415 ; Québec-Est : J. A. Lane, 416 ; Saint-Sauveur de Québec : Hon. S. N. Parent, 432 ; Yamaska : L. J. Allard, 415.

INSOLVENTS :—Blanchard, 419 ; Forest, 433 ; Gibault, 433 ; Gilbert, 419 ; Maheux, 434 ; Paradis, 419 ; Pelletier, 434 ; Rowell, 434 ; Tardif, 433.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La compagnie de Prêt et d'Épargne, 411 ; The Chaudière Falls Pulp Company, 413 ; La compagnie Desjardins, 411 ; La compagnie du Parc DeLorimier, 410 ; The Peak Fuel Coy of Canada, 408 ; La compagnie électrique d'Hébertville, 412 ; Saint Paul Land & Hydraulic Coy, 410 ; The Montmagny Light & Pulp Coy, 409 ; The Montreal Coal Coy, 413 ; The Temiscouata lumber Coy, 432 ; Warden King & Son, 431.

LICITATION :—Dme Gourre *et al* vs Dme Leroux *et al*, 420.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—De E. H. Tremblay à Jos. Eug. Charbonneau, 392.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'ériger en :—Municipalité du village de North Hatley, Stanstead, 392.

NOMINATIONS :—*Conseils municipaux* :—Municipalités de :—Caxton, 389 ; Sainte-Germaine du Lac Etchemin, 389 ; Saint-Gabriel, 389.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres pour la dépêche des affaires, 390.

RÈGLE DE COUR :—Lewis *et al* vs Sturgess *et al*, 420.

RÉSOLUTIONS :—Annexant le canton Girard à la municipalité du canton Normandin, 418 ; Annexant certains lots à la paroisse Saint-Séverin, 418.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Callaghan vs Marks, 416 ; Fortin vs Jalbert, 417 ; Gagné vs Letourneau, 416 ; Lebeau vs Dansereau, 416 ; Lespérance vs Dupont, 416 ; Maillé vs Boileau, 417 ; McVicker vs Vosburgh, 417 ; Royer vs Bureau, 418 ; Sénécal vs Boileau, 417.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Mayer vs Charbonneau, 417.

SÉANCES SPÉCIALES :—Cour d'Echiquier du Canada, 418.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Arundel, 391 ; Beresford, 392 ; Cabano, 391 ; Harrington, 392 ; McNider, 391.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :—Tourigny vs Desruisseaux, 421.

BEDFORD :—Bachand vs Payne, 422.

MONTREAL :—Beaudin vs Morin, 428 ; Bruchési, failli, 424 ; Craig & Coy vs Kenny, 422 ; Dme Bloomfield vs Morris, 423 ; Delle McLachlan vs Dme Holgate, 423 ; Hurtubise, failli, 427 ; Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire vs Paquette, 425 ; Les commissaires de la ville de la côte Saint-Louis vs Murphy, 426 ; Price vs Lefebvre, 426 ; Reinhardt vs Bailey, 425 ; The Montreal Diocesan Theological College vs Dubord, 427 ; The Ogdensburg & Towing Coy, 424 ; Yale vs Bayard, 424.

PONTIAC :—Guay vs Antaga, 429.

RIMOUSKI :—Michaud vs Amond, 429.

TROIS-RIVIÈRES :—Deshaies vs Veillet, 430 ; Dme Hamelin vs St Cyr, 430.

LICITATION :—Dme Gourre *et al* vs Dme Leroux *et al*, 420.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER :—From E. H. Tremblay to Jos. Eug. Charbonneau, 392.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to erect in :—Municipality of the village of North Hatley, Stanstead, 392.

APPOINTMENTS :—*Municipal councillors* :—Municipalities of :—Caxton, 389 ; Sainte Germaine du Lac Etchemin, 389 ; Saint Gabriel, 389.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked for despatch of business, 390.

RULE OF COURT :—Lewis *et al* vs Sturgess *et al*, 420.

RESOLUTIONS :—To annex the township Girard to the municipality of the township Normandin, 418 ; To annex certain lots of the parish of Saint Severin, 418.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Callaghan, vs Marks, 416 ; Fortin vs Jalbert, 417 ; Gagné vs Letourneau, 416 ; Leblanc vs Dansereau, 416 ; Lespérance vs Dupont, 416 ; Maillé vs Boileau, 417 ; McVicker vs Vosburgh, 417 ; Royer vs Bureau, 418 ; Sénécal vs Boileau, 417.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dme Mayer vs Charbonneau, 417.

SPECIAL SITTINGS :—Exchequer Court of Canada, 418.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Arundel, 391 ; Beresford, 392 ; Cabano, 391 ; Harrington, 392 ; McNider, 392.

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA :—Tourigny vs Desruisseaux, 421.

BEDFORD :—Benois vs Messier, 422.

MONTREAL :—Beaudin vs Morin, 428 ; Bruchési, insolvent, 424 ; Craig & Coy vs Kenny, 422 ; Dme Bloomfield vs Morris, 423 ; Miss McLachlan vs Dme Holgate, 423 ; Hurtubise, insolvent, 427 ; The school commissioners for the municipality of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire vs Paquette, 425 ; The school commissioners of the town of côte Saint Louis vs Murphy, 426 ; Price vs Lefebvre, 426 ; Reinhardt vs Bailey, 425 ; The Montreal Diocesan Theological College vs Dubord, 427 ; The Ogdensburg, & Towing Coy, 424 ; Yale vs Bayard, 424.

PONTIAC :—Guay vs Antaga, 429.

RIMOUSKI :—Michaud vs Amond, 429.

THREE RIVERS :—Deshaies vs Veillet, 430 ; Dme Hamelin vs St Cyr, 430.